CHICAGO, MAI 1886

De l'affaire Haymarket à l'importance du 1er mai

8 martyrs pour la journée de 8 heures

Image de couverture. Gravure de 1894, The Anarchists of Chicago, réalisée par Walter Crane (1845-1915). Célèbre illustrateur anglais de livres pour enfants, il fut l'un des animateurs du mouvement artistique des Arts & Crafts. Socialiste convaincu, il a illustré des ouvrages militants (A Souvenir of the International Socialist Workers and Trade Union Congress, 1886-1896), et promu dans son travail l'expression de ses idéaux : absence de division et de hiérarchie des arts, travail d'atelier mené dans la fraternité, production artisanale.

Les événements de mai 1886 à Chicago ont laissé une véritable trace sur le monde ouvrier : cette histoire, c'est la nôtre ... Car c'est à l'occasion de cette lutte spectaculaire, à la fois par son ampleur et par la répression qu'elle a subie, que le 1er Mai, journée internationale des travailleuses et travailleurs, est né. Dans les pages qui suivent, nous avons essayé de raconter, le plus fidèlement possible, le contexte, le déroulement des événements et ses conséquences, jusqu'à aujourd'hui.

Table des matières

1. Le contexte américain....4
1.1. Le développement technologique et économique....4
1.2. Les immigrantEs....5
1.3. La Grande Dépression de 1873....5
2. Un prolétariat structuré....8
2.1. Campagne pour les « huit heures »....8
2.2. Chicago dans le mouvement....9
2.3. L’organisation des travailleurs....10
3. Le 1er mai 1886....13
3.1. Agitation....13
3.2. La tension monte....13
3.3. Le 1er mai dans l’Union....14
3.4. Le 1er mai à Chicago....14
4. De la grève à la répression....15
4.1. McCormick....15
4.2. Haymarket....17
4.3. La répression....19
5. Le procès et ses suites....21
5.1. Les accusés....21
5.2. Les plaidoiries....21
5.3. Le jugement....23
5.4. Les sentences....24
6. Une date dans l'histoire syndicale....26
Annexes....28
Portraits des anarchistes de Chicago....28
Portraits de syndicalistes....31
Portraits de protagonistes....33
Portraits d'anarchistes....34
Portraits de présidents....38
Portraits divers....39
Mais qui a lancé la bombe ?....41

1. Le contexte américain

Quelques éléments contextuels sont nécessaires à la compréhension de la situation qui créa les conditions du 4 mai 1886, à Chicago.

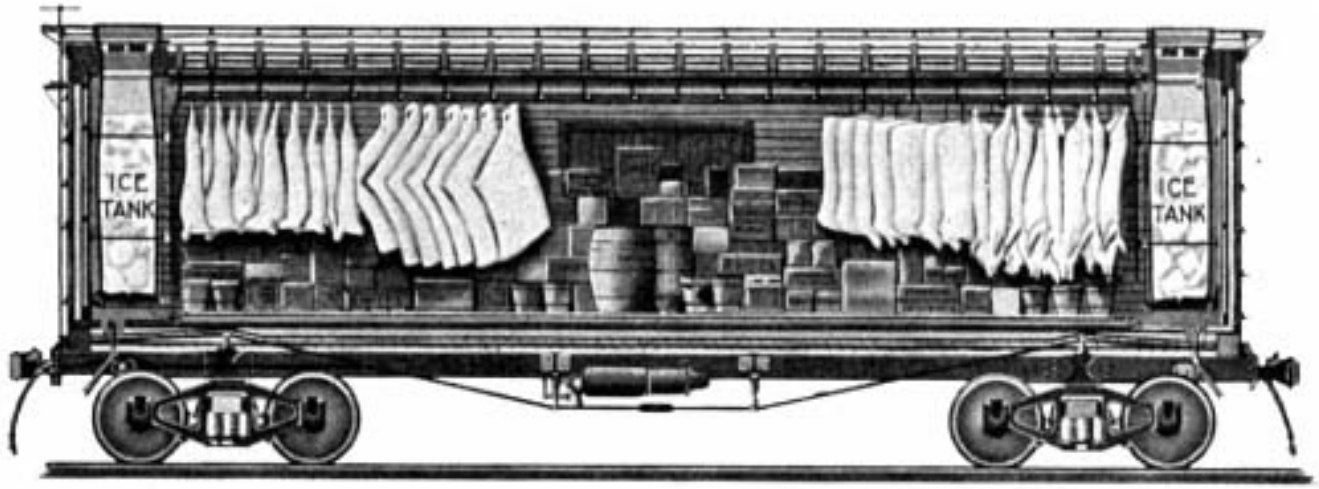
1.1. Le développement technologique et économique

Dès la fin de la guerre de Sécession, les élites politico-industrielles du Nord comme du Sud prennent fermement les commandes du pays pour gérer la plus importante période de développement technologique et économique que l'histoire avait jusqu'alors connue.

L'extraction du charbon permet de changer le fer en acier, de produire la vapeur qui actionne les nouvelles machines de l'industrie textile, et de faire fonctionner les trains qui développent le commerce. Le pétrole lubrifie les machines, éclaire les usines, les rues et les domiciles, développe les marchés : la mécanisation de l'agriculture réduit de 50% ses temps de production. Puis l'électricité remplace la vapeur et participe à la multiplication de 1 à 10 de la production générale du pays en trente ans.

Pour y parvenir, des inventeurs (comme Thomas Edison) choisissent de gérer eux-mêmes leurs propres affaires. Mais le plus souvent, des hommes d'affaires avisés combinent différents procédés initiés par d'autres, tel le boucher Gustave Swift qui allie le wagon de chemin de fer et l'entrepôt réfrigéré pour mettre sur pied, en 1885, la première entreprise alimentaire d'envergure nationale.

Parallèlement, James Duke utilise une machine à rouler les cigarettes qui peut à la fois rouler, coller et couper des tubes de tabac au rythme quotidien de 100 000 cigarettes. Il rassemble, en 1890, les 40 plus grands fabricants de cigarettes américains pour constituer l'American Tobacco Company[1].

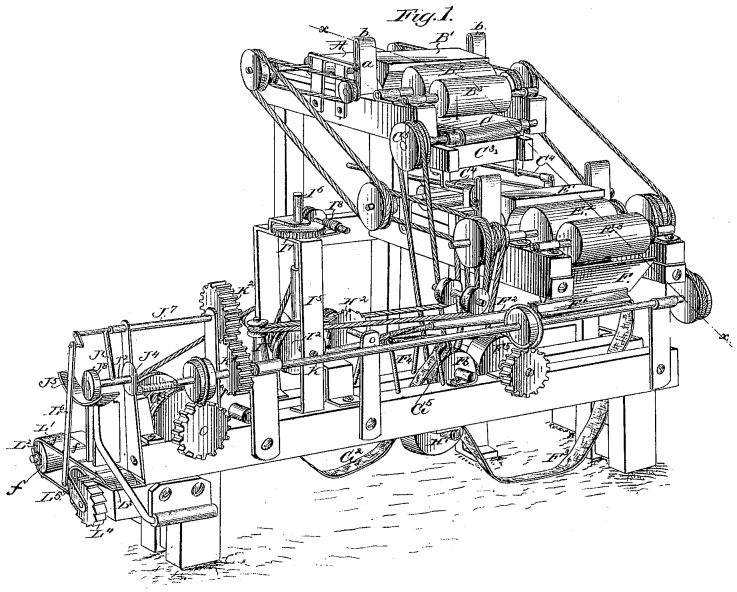


Un wagon réfrigéré vers 1870. Des trappes dans le toit du véhicule donnent accès aux réservoirs de glace à chaque extrémité de la voiture.

concurrentes. Une action antitrust oblige la société, en 1911, à se scinder en plusieurs grandes entreprises.

Le mythe américain du *self-made-man* s'est appuyé sur ces légendes, alors qu'une étude portant sur les origines de 303 dirigeants de l'industrie textile, des chemins de fer et de l'aciérie des années 1870 montre que 90% d'entre eux étaient issus de la bourgeoisie.

Dans tous les secteurs, les ressources sont de plus en plus concentrées et contrôlées par des hommes d'affaires avides et peu scrupuleux qui bâtissent des empires, se débarrassent de la concurrence et maintiennent des prix élevés et des salaires bas. Cela avec le soutien financier d'un gouvernement prétendu neutre dans le maintien de l'ordre, mais qui sert de fait les intérêts des plus riches.



La machine à rouler les cigarettes, comme indiqué sur le brevet US 238.640 de James Albert Bonsack.

1.2. Les immigrantEs

Il faut ainsi une gigantesque réserve de main-d'œuvre pour accomplir le travail dangereux, insalubre et exténuant. Dans les années 1880, les immigrantEs irlandaisEs et allemandEs arrivent au nombre de 5 millions et demi. Elles et ils sont encore 4 millions dans les années 1890, créant un excédent de main-d'œuvre qui permet de maintenir les salaires à bas niveau.

Entre 1872 et 1886, quelque 500 000 personnes venant d'Allemagne orientale arrivent, pousséEs à partir, au moment de l'unification de l'Allemagne, par la misère ou les persécutions antisocialistes. Nombreux, parmi ces personnes, s'installent à Chicago pour travailler dans l'industrie de la viande, l'agroalimentaire ou l'industrie du bois.

1.3. La Grande Dépression de 1873

La course au rail américain conduit les compagnies ferroviaires à prendre de gros risques financiers pour construire peu cher et assurer des profits constants aux actionnaires. En février 1873, le Congrès américain[2] prend la décision unilatérale de démonétiser l'argent et de fonder la monnaie essentiellement sur l'or, affaiblissant les compagnies minières américaines et entraînant une baisse

2 Le Congrès des États-Unis est le parlement du gouvernement fédéral des États-Unis, constitué de deux chambres : le Sénat et la Chambre des représentants. Ces 535 membres sont élus au suffrage universel direct, tous les deux ans. Les membres du Congrès des États-Unis siègent au Capitole, à Washington.

significative des cours mondiaux de ce métal. En mai 1873, la Bourse de Vienne ne résiste pas à la fièvre spéculative, provoquant la faillite de plusieurs banques. Le krach affecte rapidement la Bourse de New York, et en particulier les chemins de fer ; 89 compagnies américaines sur 364 font faillite. La crise s'aggrave au début des années 1880, touchant l'agriculture, les industries du lin, du bois et de l'alimentation. Elle dure jusqu'au milieu des années 1890. Pour y répondre et maintenir leurs profits, les grandes entreprises se concentrent et forment des trusts[3], provoquant un chômage de masse alors que des grèves éclatent par intermittence, sur fond de coupes claires salariales, de lock-out[4] et de misère.

Arrivée d'immigrantEs à Ellis Island, île située près de Manhattan, New York (1908).

3 Un trust est une grande entreprise ayant racheté d'autres entreprises plus petites. Parce qu'il contrôle l'exploitation de sa matière première, le stockage et la distribution du produit fini, ainsi que l'outil de transformation du marché concerné, le trust peut forcer le prix de vente à la baisse, même en dessous du coût de production. Si la vente de ses produits à perte ne met pas nécessairement en danger son capital financier, elle conduit rapidement ses concurrents individuels à la faillite.

4 Apparu dans les années 1850 en Grande-Bretagne, le lock-out consiste pour l'employeur à fermer provisoirement l'entreprise, lorsqu'une grève partielle la paralyse, mettant ainsi les salariés non grévistes (mais soutenant souvent financièrement les grévistes) au chômage. En France, comme dans la plupart des pays européens, cette pratique est interdite, sauf cas de force majeure (Cour de cassation, 4 juillet 2000).

Loi du président Ulysses S. Grant de 1869 qui proclame la journée de huit heures sans baisse de salaire, mais seulement pour les fonctionnaires fédéraux.

La guerre de Sécession. La guerre de Sécession (1861-1865) est une guerre civile se déroulant entre « l'Union » et « la Confédération ». D'un côté, les États-Unis (ou « l'Union ») sont dirigés par le président Abraham Lincoln, du Parti républicain, opposé à l'expansion de l'esclavage (mais non à l'esclavage en lui-même). De l'autre côté, les États confédérés d'Amérique (ou « la Confédération ») sont dirigés par Jefferson Davis et rassemblent 11 États du Sud qui ont fait sécession des États-Unis. Les hostilités commencent le 12 avril 1861, lorsque les forces confédérées attaquent Fort Sumter, en Caroline du Sud, que les soldats nordistes refusaient d'évacuer. Le chef militaire de la Confédération, Robert E. Lee, remporte une série de victoires, mais perd la bataille de Gettysburg en 1863, qui marque le tournant de la guerre. La résistance des Confédérés s'effondre avec la reddition du général Lee à Appomattox le 9 avril 1865. Cette guerre provoque la mort de 620 000 soldats, fait un nombre indéterminé de victimes civiles, met fin à l'esclavage aux États-Unis, restaure l'Union et renforce le rôle du gouvernement fédéral.

2. Un prolétariat structuré

Pour la défense de ses intérêts, le prolétariat ne reste cependant pas inactif dans la construction de ses organisations de classe. Si les Knights of Labor[5] sont, sur le sol américain, les vrais précurseurs du syndicalisme, en novembre 1881 se constitue, à Pittsburg, la Fédération des Trade-Unions sur la base de l'adhésion unique des ouvriers qualifiés.

2.1. Campagne pour les « huit heures »

Bien que les Knights of Labor aient inscrit la réduction du temps de travail dans leur programme revendicatif de 1874, il faut attendre le congrès de 1883 de la Fédération des Trade-Unions, qui vote une résolution de campagne de lobbying auprès de la présidence des États-Unis, pour obtenir qu'une loi soit promulguée en ce sens. L'année suivante, le constat d'échec de cette démarche amène de nombreux militants ouvriers à abandonner cette méthode pour se concentrer sur une action directe sur le patronat. L'organisation d'une grève générale pour la journée de huit heures à la date du 1er mai 1886[6] est décidée. Pour cela, des groupes locaux spécialement chargés de la propagande se créent : ils mettent en place des meetings et des manifestations, répandent des brochures et des journaux. Les unions ou fédérations de métiers les plus actives interviennent pour épauler l'action nationale. C'est ainsi que la Fraternité des Charpentiers, dès le printemps 1885, prend l'initiative du mouvement sur la côte pacifique. Les éléments socialistes et révolutionnaires sont alors complètement étrangers à cette décision purement corporative qui, dans l'esprit de ceux qui la votent, ne revêt nullement un caractère socialiste et internationaliste.

Terence Vincent Powderly, président des Knights of Labor, s'oppose aussitôt à cet appel, prétendant qu'une campagne d'information auprès des employeurs et employés est suffisante. Il reçoit le soutien du grand maître de la Confrérie des conducteurs de locomotive, qui déclare : « Deux heures de travail en moins, c'est deux heures de plus à traîner n'importe où et deux heures de plus à boire. » Cela n'empêche pas les cheminots de participer massivement au mouvement.

De l'automne 1885 au printemps 1886, à travers tout le pays, des comités pour la journée de huit heures apparaissent, suscitant d'importants rassemblements. Ils mettent en garde les travailleurs contre les

5 Noble et saint ordre des Chevaliers du travail (1869-1949). Cette organisation présyndicale américaine, inspirée du compagnonnage, opère de manière secrète jusqu'en 1878, connaît un développement important jusqu'en 1886 (où elle regroupe plus de 700 000 adhérents), puis décline, victime de la concurrence de l'AFL (American Federation of Labor) et de la répression patronale. Les IWW (Industrial Workers of the World) reprennent en partie son héritage. Les Chevaliers du travail rassemblent, localement, tous les travailleurs, blancs et noirs (mais ni les Indiens ni les Chinois), femmes et hommes, natifs et immigrants, ouvriers avec ou sans qualifications, ouvriers agricoles mais aussi artisans, petits commerçants, fermiers et travailleurs indépendants, à l'exception des avocats, des banquiers et de tous ceux qui vivent du commerce de l'alcool. L'ordre organise la solidarité ouvrière dans les luttes, mais également au quotidien (logement, santé, secours), et développe des actions de formation générale et professionnelle. Les rites des cérémonies d'initiation, de facture maçonnique, cessent quand le pape prend des sanctions contre les Chevaliers catholiques.

6 Le 1er mai 1886 a, semble-t-il, été choisi parce que cette date correspondait en Amérique du Nord à un moment de transactions économiques et d'engagements saisonniers de travail (comme la Saint-Jean en France marquait le commencement de l'année de travail pour le louage des services).

grèves partielles qui entraînent des lock-out, susceptibles de faire avorter le mouvement. Des grèves, parfois violentes, éclatent pourtant durant tout le mois d'avril 1886 et prennent une telle ampleur que le président Cleveland juge opportun de saisir le Congrès de cette question. Il ne craint pas d'affirmer : « Les conditions présentes des rapports du capital et du travail sont fort peu satisfaisantes, et cela, dans une grande mesure, à cause des exactions avides et inconsidérées des employeurs. »

Sans tenir compte de l'investissement de ses adhérents dans la préparation du 1er mai, Powderly envoie le 13 mars 1886 une lettre interdisant aux Knights of Labor de participer à la grève. Devant la puissance du mouvement, certaines entreprises n'attendent pas la date de l'échéance pour accorder les huit heures sans diminution de salaire. On estime qu'environ 32 000 travailleurs, dans le courant du mois d'avril, en bénéficient.

2.2. Chicago dans le mouvement

Si, en 1860, Chicago ne compte que 110 000 habitants, elle sera classée, en 1890, deuxième ville des États-Unis, avec plus d'un million de personnes, dont 80\% sont des immigrants européens de première ou deuxième génération. En 1871, un terrible incendie[7] détruit le centre-ville et fait au moins 300 morts et plus de 100 000 personnes se retrouvent sans abri.

Dix ans plus tard, les travailleurs continuent à faire quatorze ou seize heures par jour, s'entassent toujours dans des logements construits à la hâte, dans des couloirs, des greniers, ou à trois ou quatre familles par taudis.

Alors que l'on voit les plus pauvres ramasser des épluchures de légumes dans les poubelles ou acheter quelques centimes de rognures, la plus grande opulence s'exhibe sans vergogne. Marshall Field, l'homme le plus riche de Chicago, dépense 75 000 $ pour la fête d'anniversaire de son fils, alors que des enfants de 10 ans travaillent en usines ou dorment dans la rue.

Selon Mother Jones : « La ville était divisée en deux camps : les travailleurs d'un côté, affamés, frigorifiés, désœuvrés, affrontant à mains nues vigiles et policiers. De l'autre, les employeurs soutenus par la presse, la police et tous les pouvoirs de l'État. » Sur la base d'un pareil antagonisme de classe, Chicago, depuis toujours le centre le plus puissant de l'agitation révolutionnaire aux États-Unis, va devenir le quartier général du mouvement anarchiste d'Amérique.

7 Le grand incendie de Chicago (8-10 octobre 1871). Un journaliste malveillant impute cet incendie à la vache de Catherine O'Leary (qui a le tort d'être une femme, immigrée et catholique), qui, ruant dans une lampe, aurait mis le feu à la grange. Quand l'incendie démarre, la maison des O'Leary ne subit que des dommages mineurs, mais les pompiers, alertés tardivement, ne peuvent lutter efficacement contre les vents violents qui rabattent l'incendie vers le centre-ville. Le feu s'alimente des bâtiments et trottoirs en bois, des bateaux encombrant la rivière et des stocks de bois et charbon entreposés. Il finit par s'éteindre tard dans la nuit du 10 octobre, quand une fine pluie succède au vent. Il a détruit environ 6 km2 et laisse sans abri 100 000 des 300 000 habitants que compte alors Chicago. En 1956, la maison des O'Leary est rasée pour laisser place à l'Académie des pompiers de Chicago.

Le grand incendie d'octobre 1871 à Chicago, qui détruisit tout le centre-ville.

2.3. L'organisation des travailleurs

À Chicago, la récente International Working People's Association (IWPA)[8] organise des manifestations de masse et des défilés, et, à travers le rôle majeur qu'elle joue dans l'organisation des grèves, influence fortement les 22 syndicats qui composent la Central Labor Union de la ville. Elle dispose par ailleurs du poids non négligeable de la presse locale.

L'*Arbeiter Zeitung*[9], trihebdomadaire social-démocrate de gauche en langue allemande, est par exemple devenu un quotidien libertaire sous la direction d'August Spies. L'*Alarm*[10], hebdomadaire en langue

8 L'IWPA (« Association internationale des travailleurs ») est créée à Londres en 1881. Elle se veut continuatrice de la Iere Internationale. À peine connue en dehors des districts de langue allemande de Chicago, sa doctrine est un patchwork d'économie marxiste, d'anarchisme bakouniniste et d'idéaux tirés des révolutions française et américaine. Elle ne survit pas à la campagne antianarchiste développée après Haymarket.

9 L'*Arbeiter Zeitung* (ou *Chicagoer Arbeiter Zeitung*, « journal des ouvriers de Chicago ») est un quotidien bilingue allemand-anglais qui passe, sous l'influence de Johan Most et l'impulsion d'August Spies, de trihebdomadaire social-démocrate de gauche à quotidien libertaire avec un tirage de 5 800 exemplaires.

10 L'*Alarm*, fondé en 1884, est l'hebdomadaire de l'IWPA paraissant à Chicago. En 1886, Dyer D. Lum et Lizzie Holmes assurent l'édition du journal à la suite de l'exécution d'Albert Parsons. Après une interruption, il sera édité à New York

anglaise, a quant à lui pour rédacteur en chef Albert Parsons, secondé par Lizzie M. Schwab, tandis que son mari, Michael Schwab, rédige avec August Spies *Vorbote* et *Die Fakel*, tous deux hebdomadaires.

Autour de ces organes, huit ou dix groupes anarchistes rassemblent près de 2 000 membres, et un millier de militants de l'association Lehr und Wehr s'entraînent régulièrement au maniement des armes dans les locaux clandestins et les bois alentours.

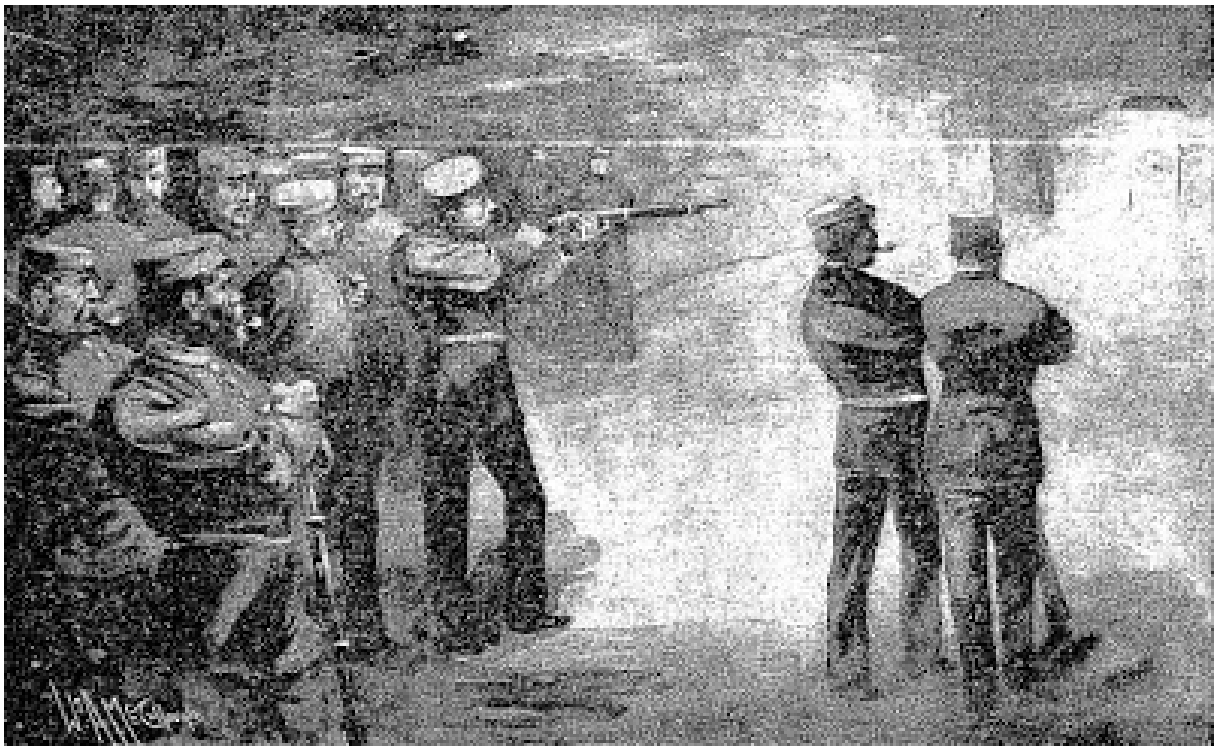
Le siège du journal trihebdomadaire Arbeiter Zeitung.

de juin 1888 à février 1889 et reparaîtra en 1915.

La Lehr und Wehr Verein. La Lehr und Wehr Verein, « Association d'éducation et de résistance » (fondée en 1875). Elle s'organise peu après la constitution (1874) de la Garde nationale de l'Illinois. À ce sujet, l'*Arbeiter Zeitung* écrit en juin 1875 : « Dans la mesure où la bourgeoisie locale a créé une milice pour lutter contre les travailleurs, les hommes conscients doivent rejoindre la Lehr und Wehr et donner volontairement les quelques dollars nécessaires à leur équipement. Lorsque les ouvriers sont sur leurs gardes, leurs justes revendications ne sont pas traitées avec des balles. »

Le nombre de ses membres à Chicago dépasse probablement, à son apogée, les 1 000. Lors des manifestations socialistes, ils paradent armés, en uniformes et en colonnes par quatre. Cette vue fait craindre aux puissants une insurrection. Lors de la grève de 1877, Marshall Field et George Pullman organisent ainsi une milice patronale, constituée de vétérans de la guerre civile, qui quadrille la ville et disperse les rassemblements de grévistes. Pour, à l'avenir, être en mesure de faire face aux débordements populaires, ils réclament la réorganisation des forces militaires, l'entraînement des forces locales aux combats de rue et l'interdiction de cette milice ouvrière.

Une réponse constitutionnelle est apportée avec la promulgation de la loi de 1879 sur les milices. Après deux tentatives d'apparition publique, l'affaire est portée devant la Cour suprême, qui émet un jugement défavorable à la Lehr und Wehr. Elle disparaît après la répression de Haymarket.



Entraînement de la Lehr und Wehr.

3. Le 1er mai 1886

3.1. Agitation

Depuis la dépression de 1884, l'IWPA a axé ses efforts sur l'organisation des chômeurs, s'appuyant sur l'énergique Lucy Parsons, qui exerce à merveille ses talents d'organisatrice et d'oratrice. L'hiver de 1885 a été si rigoureux que ni les charitables institutions du maire ni les soupes populaires n'ont étanché la misère. Des hordes faméliques d'hommes et de femmes envahissent les rues, brandissant des drapeaux noir et rouge, aussitôt dispersés violemment par les forces de l'ordre.

Le jour de Noël, les anarchistes organisent une marche sur Prairie Avenue, quartier chic de la ville. D'un seul coup, plusieurs centaines de miséreux se postent devant les logements de riches pour s'y mettre à hurler, gémir, siffler, sonner aux portes. « Le défilé n'avait aucune vertu pédagogique. Il eut pour seules conséquences d'accroître encore la terreur patronale, la sauvagerie de la police, et d'éloigner un peu plus des travailleurs la sympathie des indécis », écrit Mother Jones.

3.2. La tension monte

Initialement peu réceptive à ce type de revendication, l'IWPA, sous l'influence de l'*Alarm* et devant la montée générale de l'agitation autour de la journée de huit heures, s'en empare à son tour. Elle y contribue par une propagande considérable, faite d'un flot de tracts, d'articles de journaux, de rassemblements de masse, de discours enflammés et de marches de colère. Un rassemblement de quelque 25 000 personnes à Chicago précède d'une semaine le 1er mai.

L'*Arbeiter Zeitung* du 27 avril 1886 proclame : « À la police et aux soldats doit s'opposer la troupe armée des travailleurs. Les armes sont aujourd'hui plus nécessaires que quoi que ce soit d'autre. Que celui qui n'a pas d'argent vende sa montre, s'il en possède une, pour se procurer revolver et fusil. Ni les pierres ni les bâtons ne seront utiles face aux mercenaires assassins professionnels et à tous les extorqueurs. Le temps est venu : armez-vous ! »

Cependant, des deux côtés, on entend pousser la crise à son paroxysme. Les journaux à la solde des employeurs écrivent que le travailleur doit se guérir « de son orgueil », être réduit au rôle de « machine humaine », et proclament que le plomb est « la meilleure nourriture qu'on puisse donner aux grévistes ». Un journaliste du *Chicago Times*[11] écrit : « La prison et les travaux forcés sont la seule solution possible à la question sociale. Il faut espérer que l'usage en deviendra général. » De son côté, le *Chicago Tribune*[12] exhorte tous les jours les autorités, dans ses articles ou via les lettres de ses abonnés, à briser les meetings anarchistes par l'emploi d'armes à feu, ou même de dynamite, si cela s'avère nécessaire. Un « comité des citoyens » composé d'hommes d'affaires se réunit tous les jours

11 Le Times de Chicago (1854-1895). En 1961, le Times a commencé à dénoncer les politiques d'Abraham Lincoln. En 1895, il a fusionné avec le Chicago Herlad pour former le Chicago Herald Times.

12 Le *Chicago Tribune* (1847). Ce quotidien conservateur, anticatholique et anti-Irlandais, devient en 1895 l'organe du Parti républicain à Chicago. Pendant la guerre de Sécession, il soutient l'abolition de l'esclavage.

pour tenter d'élaborer une stratégie de défense de leurs intérêts. La milice de l'État est dépêchée sur place, et la police se tient prête. Le 1er mai, le *Chicago Mail* exige qu'Albert Parsons et August Spies soient particulièrement tenus à l'œil : « Ne les lâchez pas du regard. Il faudra les tenir personnellement responsables des troubles qui pourraient éclater. Si cela devait arriver, ils serviront d'exemple. »

Le maire Carter H. Harrison, Sr., dans son quatrième mandat, fait son possible pour évacuer la tension que la campagne des huit heures fait régner et déclare publiquement son refus d'autoriser quelque troupe que ce soit à investir la localité pour écraser les ouvriers, lesquels, dit-il, sont avant tout les citoyens de sa ville.

3.3. Le 1er mai dans l'Union

Au jour dit, 350 000 travailleurs dans quelque 11 562 entreprises à travers tout le pays se mettent en grève. D'importantes manifestations pacifiques sont organisées partout sur le même mot d'ordre : « Huit heures de travail ! Pour huit heures de repos et huit heures d'éducation personnelle ! » La plus grande démonstration se tient à Chicago, avec 90 000 manifestants.

À New York, 10 000 grévistes se réunissent à Union Square. Samuel Gompers y prend la parole et déclare que « le 1er mai sera à jamais dans les mémoires comme une deuxième déclaration d'indépendance ». À Louisville ou à Baltimore, on voit des travailleurs blancs et noirs défiler ensemble. Un total de 125 000 ouvriers obtiennent les huit heures au jour fixé. Ils seront 200 000 à la fin du mois et 250 000 un peu plus tard, tandis qu'un million d'autres voient leur journée diminuer. Ce 1er mai fut cependant endeuillé par la mort de neuf manifestants abattus par la police de Milwaukee.

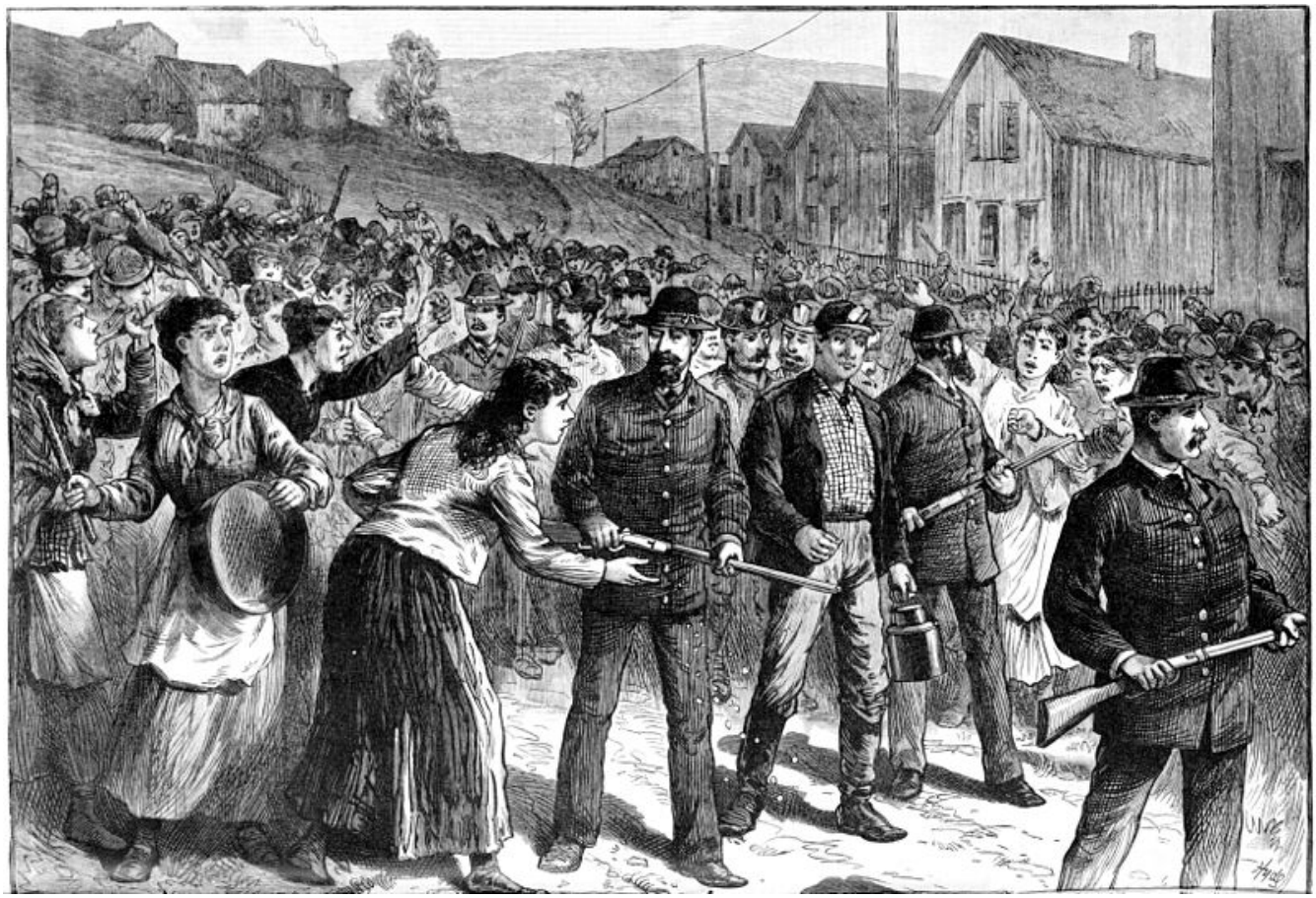
3.4. Le 1er mai à Chicago

Les travailleurs de Chicago, habitués aux meetings et pique-niques en plein air, aux immenses cortèges, aux bagarres de rue encadrées par des groupes d'autodéfense armés, répondent nombreux, le 1er mai 1886, à l'appel de diverses organisations. À Chicago, 40 000 personnes font grève, et une journée plus courte est immédiatement accordée à 45 000 autres pour les dissuader de participer au mouvement. Toute l'activité ferroviaire cesse, et la plupart des entreprises sont paralysées. La journée de huit heures est conquise sans baisse de salaire chez les emballeurs, les menuisiers, les coupeurs, les ouvriers de la construction, les typos, les mécaniciens, les forgerons, les employés de droguerie, et celle de dix heures avec augmentation de salaire pour les bouchers, les boulangers et les brasseurs. Cette lutte longtemps couvée et devenue acharnée ne peut s'arrêter du jour au lendemain. Les jours suivants, 35 000 à 40 000 grévistes restent encore sur la brèche, « lock-outés » ou licenciés.

4. De la grève à la répression

4.1. McCormick

Le 3 mai, le nombre de travailleurs en grève de Chicago grimpe à 65 000. En effet, la Chambre syndicale des charpentiers et des ébénistes a fixé à ce jour le point de départ de la « journée normale » et en a averti les patrons par lettre recommandée, tandis qu'elle a engagé ses membres à cesser le travail dans les ateliers où la journée de huit heures ne serait pas appliquée. Effrayé, le patronat décide qu'il faut par tous les moyens endiguer le mouvement.

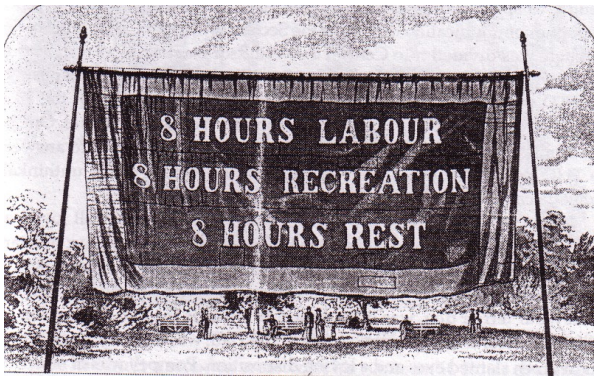


Milice Pinkerton protégeant des scabs, comme ici à Buchtel (Ohio) en 1884.

Plusieurs milliers de travailleurs du bois décident de participer à un meeting dans le sud de la ville, près de l'usine McCormick[13]. En effet, en février 1886, la direction de cette entreprise a, au cours d'une grève, licencié 1 200 ouvriers syndiqués (majoritairement irlandais) pour les remplacer par des *scabs* (« jaunes », littéralement « gale », utilisé péjorativement pour désigner les briseurs de grève), recrutés

13 En 1834, âgé de 25 ans, McCormick dépose le brevet de la moissonneuse imaginée par son père. Il crée en 1847 une usine de machinerie agricole à Chicago. Celle-ci emploie 120 personnes en 1850. L'usine est détruite par l'incendie de 1871 et ne recommence à fonctionner qu'en 1873.

dans les villes voisines et alors quotidiennement harcelés lors du franchissement des piquets de grèves. C'est même sous la protection de vigiles armés fournis par l'agence Pinkerton que ces *scabs* doivent affronter les grévistes. Ces mercenaires sans scrupule multiplient les provocations, sûrs de la complaisance policière et de l'impunité judiciaire.



Bannière pour la journée de huit heures, Melbourne, 1856.

Louis Lingg, anarchiste et membre du Syndicat international des charpentiers, a d'ailleurs déclaré à ce sujet : « Je dis qu'il faut résister à ces monstres (les capitalistes et leurs mercenaires armés). Nous devons les combattre avec du bon matériel, du meilleur matériel qu'ils n'en ont eux-mêmes. Je vous appelle donc aux armes ! Il faut tuer ces flibustiers, ces suceurs de sang. La besogne ne sera pas longue. Nous ne voulons pas d'une guerre de trente ans. Soyez déterminés ! »
Emportée par l'élan de la préparation du 1er mai, cette grève est largement soutenue, depuis des mois, par l'IWPA qui y envoie ses meilleurs orateurs, comme Parsons, Fielden et Schwab.

Ce 3 mai, August Spies harangue la foule quand soudain les sirènes de l'usine retentissent. À la sortie des jaunes, s'engage alors une bataille générale à coups de pierre, de brique, de poing et de bâton. La police, venue prêter main-forte aux vigiles de Pinkerton, ouvre un feu croisé avec ces derniers, tuant au moins deux travailleurs et en blessant beaucoup d'autres.

Spies, de retour au siège de l'*Arbeiter Zeitung* et indigné par la violence policière, écrit le célèbre éditorial « Vengeance » qui paraît le lendemain: « Du sang ! Du plomb et de la poudre comme remède pour travailleurs insatisfaits ! C'est cela, la Loi et l'Ordre ! Vautrés dans leurs palais, ils remplissent leurs godets de vin hors de prix et trinquent à la santé des bandits sanguinaires de la Loi et de l'Ordre. Séchez vos larmes, pauvres et opprimés ! Et reprenez courage ! Soyez forts ! Foulez aux pieds la loi du voleur ! »

La Pinkerton Detective Agency. Agence de détectives créée par Allan Pinkerton en 1850, devenue célèbre en prétendant avoir déjoué un complot contre le président Lincoln. Dès l'origine, et pour contrer l'agitation sociale du XIX^{e} siècle, l'agence se spécialise dans la protection des intérêts patronaux, envoyant ses agents pour espionner et agresser les syndicats. À son apogée, elle emploie plus d'agents que l'armée permanente des États-Unis.

Piquet de grève. Définition actuelle : regroupement de grévistes devant l'entrée d'une entreprise. Le piquet de grève peut être illicite, s'il empêche les salariés non grévistes de travailler, ou considéré comme une entrave, si l'entreprise est entièrement désorganisée. Dans ce cas, l'employeur peut demander au juge l'expulsion des grévistes.

En complément du journal, un tract est rédigé, appelant à un meeting le soir même, à l'angle de la rue Randolph et Des Plaines, où l'on peut lire : « Travailleurs, venez armés ! » Alors qu'une partie des tracts est déjà imprimée, Spies, en ayant lu un, dit à Fischer : « Si on diffuse ces tracts, je ne parle pas. » Cette phrase est alors supprimée, le tract réimprimé et distribué à 20 000 exemplaires bilingues (en allemand et en anglais).

*Page couverture de l'*Arbeiter Zeitung *pour le 4 mai 1886.*

4.2. Haymarket

Pendant toute la journée du 4 mai, la police continue d'attaquer les piquets de travailleurs en grève.

À l'horaire indiqué, environ 3 000 personnes se rassemblent au lieu convenu. Même le maire Harrison est venu mesurer l'ampleur de la manifestation. Le meeting commence paisiblement sous une pluie fine. August Spies s'adresse à la foule et dit que la manifestation se voulait pacifique. Le ciel noircit d'un seul coup, se chargeant de nuages menaçants, et un vent vif, en provenance du lac, se met à souffler. Les gens commencent à rentrer chez eux, par crainte de se retrouver pris dans la tempête.

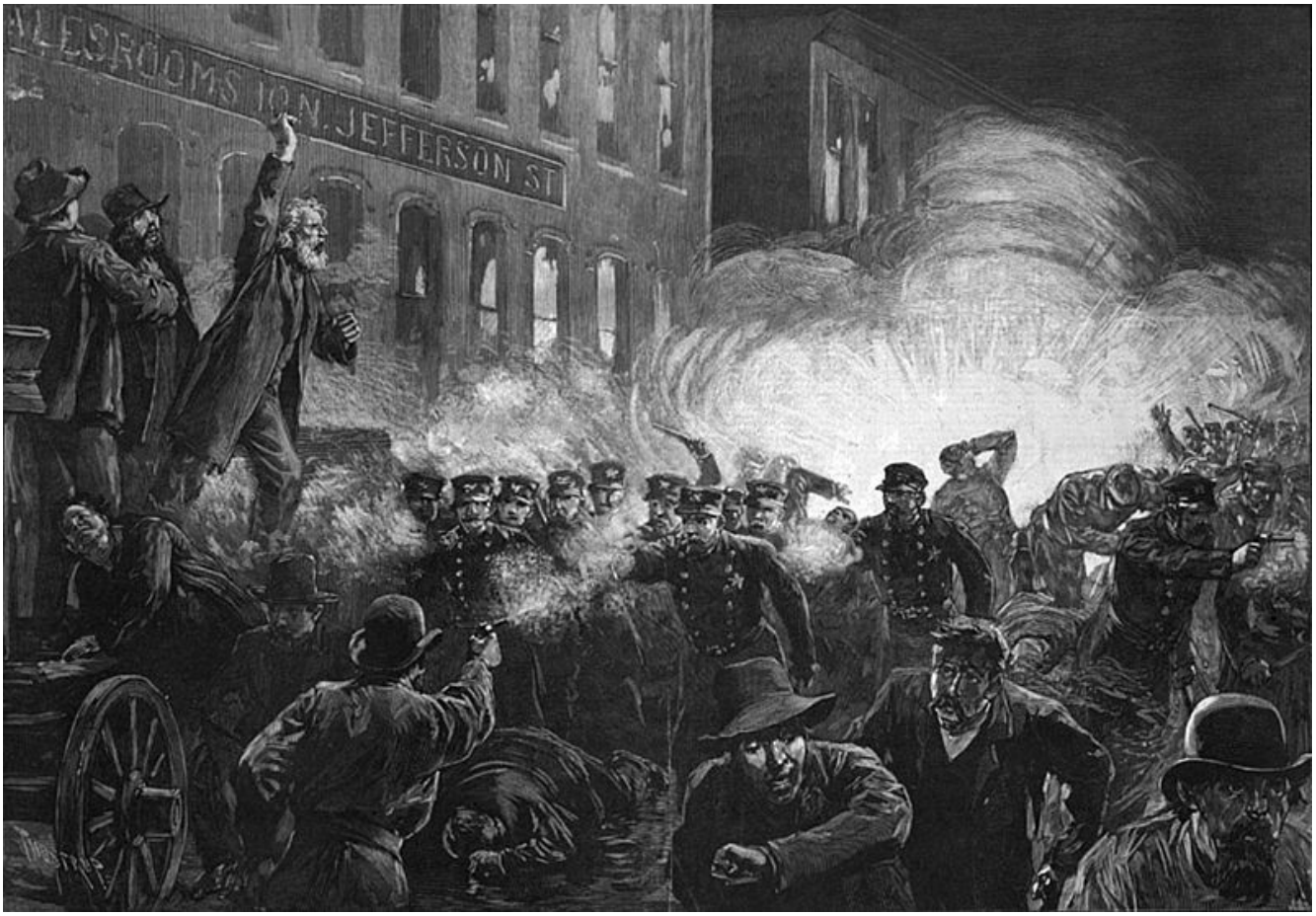
À 22 heures, le maire, rassuré, rentre chez lui en disant à la police qu'il ne se passera plus rien maintenant. Mais à peine quinze minutes plus tard, John Bonfield mobilise toutes les forces disponibles (soit 176 policiers) et les fait se déplacer vers la place. Il pleut à verse, et l'assistance s'est réduite à 500 personnes. Fielden termine la dernière allocution quand il aperçoit le groupe de policiers marchant sur la place. Le capitaine, tirant son épée, déclare : « Je vous ordonne, au nom du peuple, de vous disperser immédiatement, et pacifiquement ! »

Il est aujourd'hui absolument avéré que Fielden a dit : « Tel que vous nous voyez là, nous le sommes déjà : pacifiques » et non, comme on tenta de le faire croire au procès : « Voilà les limiers ! Faites votre devoir les gars, moi je ferai le mien ! » C'est à ce moment que quelqu'un lance une bombe, sur le flanc droit du détachement policier, depuis l'allée située à quelques mètres de l'orateur.

Dans la confusion, les policiers ripostent et tirent au jugé dans la foule, se blessant aussi. Fielden est atteint au genou. Alors que la place est jonchée de cadavres, les policiers, s'étant remis en rang, chargent la foule hébétée. Les travailleurs s'enfuient au milieu des cris et des hurlements de douleur, essayant d'échapper à cette bordée de policiers enragés, quelques-uns traînant derrière eux leurs morts, leurs amis et parents blessés. Le *Herald* de Chicago décrira une scène de « carnage sauvage » et estimera à au moins une cinquantaine les corps de manifestants gisant dans les rues.

Dessin de la place Haymarket réalisé le 15 mai 1886.

Dans le chaos, 7 policiers périssent (mais un seul directement par la bombe), 11 restent handicapés à vie, et, parmi les 51 autres policiers blessés, 12 ne reprendront jamais l'uniforme. Les pertes ouvrières, elles, ont atteint le double, voire peut-être le triple de ce chiffre. Le nombre exact n'a jamais pu être déterminé, car beaucoup de travailleurs n'ont pas consulté de médecin par crainte d'être dénoncés et arrêtés.

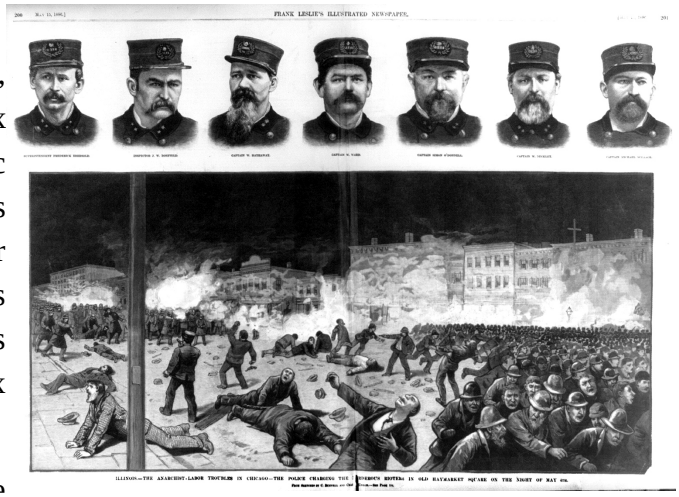


Dessin de l'explosion de la bombe, utilisée pour discréditer les orateurs.

4.3. La répression

Chicago se réveille avec l'idée que, pour cette fois, elle a négligé de « laver ses bras splendides aux eaux du lac Michigan », et, en état de siège avec couvre-feu, la police occupe pendant plusieurs jours certains quartiers et va jusqu'à surveiller étroitement les enterrements des victimes civiles de la tuerie, dans l'espoir de découvrir parmi les assistants les militants ayant échappé aux recherches.

La classe dirigeante de Chicago fait don de plus de 100 000 $ pour financer la « chasse aux radicaux ». Les autorités se disent prêtes à faire un exemple.



Dessin de propagande décrivant les sept policiers tués durant l'émeute.

Les éditorialistes du *Tribune*, du *Times* et du *Daily News* le confirment : « La municipalité s'est décidée à écraser, une fois pour toutes, le socialisme, l'anarchisme, le communisme, dont les noms différents désignent la même vile monstruosité. »

La police procède à des rafles massives aux sièges des journaux, comme à l'*Arbeiter Zeitung*, où toutes les personnes présentes au moment de la perquisition de l'imprimerie, notamment la compagne de Schwab et Lucy Parsons, sont appréhendées. Comme il fallait s'y attendre, les journaux débordent de récits outranciers concernant de terribles conspirations à l'explosif, annoncent chaque jour la découverte par la police de nouvelles bombes, de véritables « usines » de bombes, de nombreux « arsenaux » pleins de machines infernales. Le maire de Chicago convient plus tard qu'en Angleterre une telle opération aurait fait vaciller le trône de Victoria.

Photomontage du personnel au grand procès des anarchistes de Chicago.

5. Le procès et ses suites

5.1. Les accusés

Les organisateurs de la réunion et les signataires de la protestation contre le massacre des grévistes de l'usine McCormick sont arrêtés. Spies, Lingg, Fisher, Fielden, Schwab, Engel ainsi que Neebe sont traduits devant la cour d'assises. William Seliger, propriétaire de l'appartement de Lingg, arrêté lui aussi, témoignera à charge pour l'accusation. Enfin, Rudolph Schnaubelt parvient à fuir en Argentine avant son arrestation.

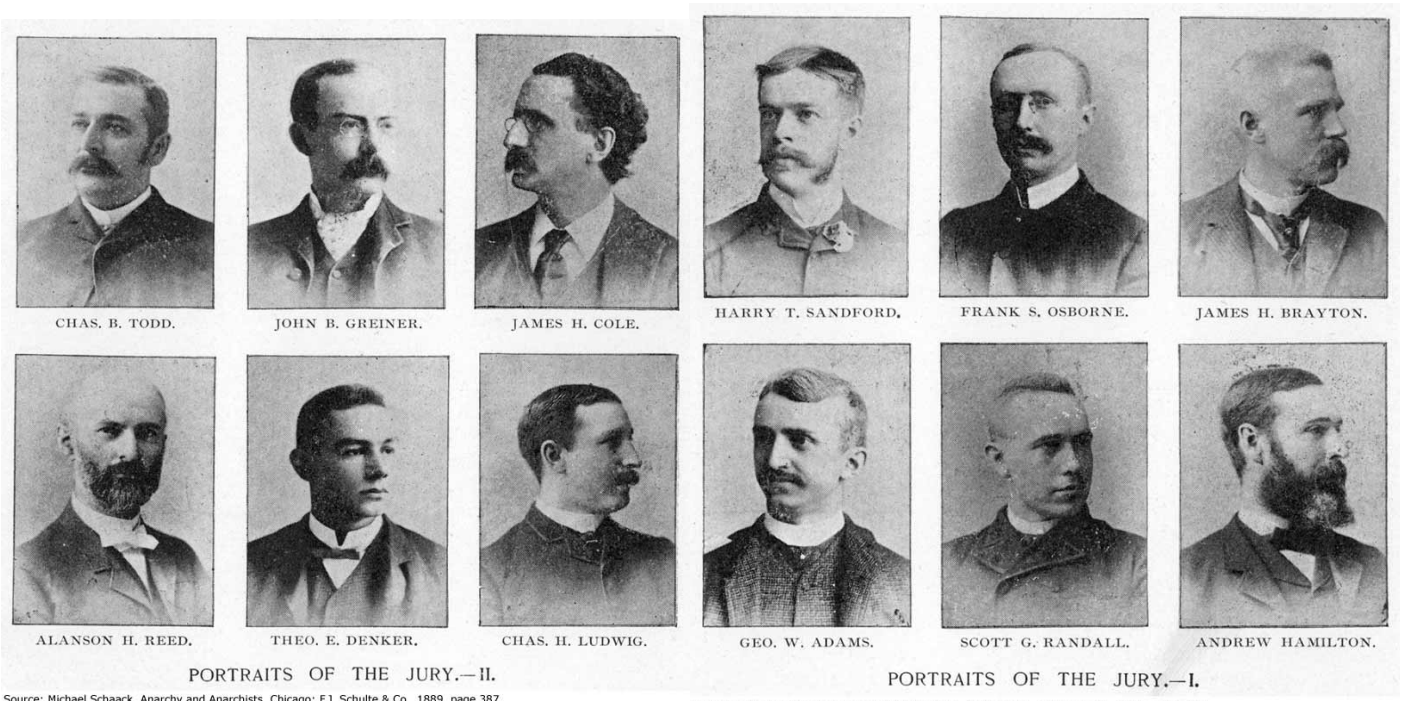
La charge retenue contre les prévenus est l'assassinat, même si aucun d'entre eux n'est individuellement accusé d'avoir jeté la bombe. Six des accusés n'étaient pas présents au meeting à l'heure de la tragédie, deux d'entre eux n'y sont même pas allés. L'un de ces derniers s'adressait à 2 000 ouvriers lors d'un meeting aux usines Deering Harvester à Lakeview, à cinq miles de là, l'autre était chez lui, couché, et n'apprit rien de l'affaire avant le lendemain. Leurs discours incendiaires et leurs éditoriaux sont jugés responsables d'avoir poussé le lanceur de bombe à agir, dont il importe alors de connaître l'identité. Cela n'empêche pas le ministère public de produire de faux témoignages.

Parsons n'est pas inquiété, du moins juridiquement. La presse, après avoir hurlé contre ces « lâches anarchistes venus des pays étrangers, car seuls des étrangers peuvent être anarchistes », se retourne contre le rédacteur en chef de l'*Alarm*, dont elle réclame l'arrestation et la mise en accusation. La classe dirigeante, qui ne veut surtout pas reconnaître au syndicalisme, au socialisme et à l'anarchie de caractère vraiment américain, se méfie de l'image renvoyée par Parsons et lui sait des appuis dans la bourgeoisie libérale.

Les avocats de la défense sont difficiles à trouver, faute de moyens et à cause d'une presse déchaînée qui suggère que l'avocat capable d'accepter de défendre un anarchiste ne vaut pas mieux et doit être à son tour pendu. Il faut deux semaines et demie, ainsi que l'audition de 979 jurés potentiels, pour constituer une cour d'assises donnant toute garantie au juge Gary afin qu'une condamnation tout à fait impitoyable et exemplaire soit rendue. À cet effet, les avocats ne peuvent obtenir du juge Gary aucune récusation de droit. Il finit par réunir des gens, parmi lesquels un parent du policier tué, qui ont en commun leur haine des anarchistes.

5.2. Les plaidoiries

Dans ses instructions au jury, le procureur Julius Grinnel déclare : « Il n'y a qu'un pas de la République à l'anarchie. C'est la loi qui subit ici son procès en même temps que l'anarchisme. Ces huit hommes ont été choisis parce qu'ils sont des meneurs. Ils ne sont pas plus coupables que les milliers de personnes qui les suivent. Messieurs du jury : condamnez ces hommes, faites d'eux un exemple, faites-les pendre et vous sauverez nos institutions et notre société. C'est vous qui déciderez si nous allons faire ce pas vers l'anarchie, ou non. »



Source: Michael Schaack, Anarchy and Anarchists, Chicago: F.J. Schulte & Co., 1889, page 387

Source: Michael Schaack, Anarchy and Anarchists, Chicago: F.J. Schulte & Co., 1889, page 386

Les douze jurés, dont pas un n'appartenait à la classe ouvrière industrielle.

Parsons, réfugié secrètement chez des amis dans le Wisconsin, connaissant la fragilité de l'accusation portée contre les camarades de l'*Arbeiter Zeitung*, décide de les sauver en venant crânement prendre place à côté d'eux. Les avocats de la défense lui font remarquer le danger que peut avoir pour lui une telle conduite, mais il n'écoute que sa conscience. Au milieu des débats du procès, il fait soudainement une apparition en disant aux juges : « C'est moi, Albert Richard Parsons, membre des Knights of Labor, socialiste et anarchiste communiste, rédacteur en chef de l'*Alarm*. La police me cherche, pourtant je ne me suis jamais caché. Je n'ai pas peur, je suis innocent, comme le sont d'ailleurs tous les accusés ici présents ; avec eux je sortirai libre ou monterai aussi, si c'était nécessaire, sur l'échafaud pour les droits du travail, la cause de la liberté et de l'amélioration du sort des opprimés. »

William Seliger.

Cette belle attitude produit une impression profonde que la classe dirigeante et sa presse aux ordres s'acharneront à vouloir détruire. Le *Chicago Times* du 6 mai décrit Parsons ainsi : « Ce démon, qui, ces derniers mois, a préconisé la torche et le poignard, marié à une négresse, est un fieffé lâche. »

Les dirigeants des Knights of Labor s'inquiètent de cette virulente campagne et tentent immédiatement de se démarquer. « Qu'il soit bien compris de tous que les Chevaliers du travail n'ont aucune espèce

d’affiliation, aucun lien, aucune sympathie ni aucun respect pour cette bande de lâches, d’assassins, d’égorgeurs et de bandits connus sous le nom d’anarchistes, qui se faufilent à travers le pays tels des assassins de minuit, excitant les passions des immigrés ignorants, déployant le drapeau rouge de l’anarchie, causant partout l’émeute et l’effusion de sang. Nous espérons que toute cette clique de hors-la-loi sera bientôt rayée de la surface de la terre. »

Julius Grinnel.

Parsons plaide durant trois jours en revendiquant la responsabilité des écrits, dit violents, publiés par l’*Alarm*. Oui, il a recommandé aux Knights of Labor d’apprendre le maniement des armes pour savoir s’en servir en cas de nécessité et a applaudi quand on a vu dans une ville de l’Ouest 50 000 ouvriers défiler dans les rues le fusil sur l’épaule.

Mais invoquant la République américaine, il rappelle que ses fondateurs, comprenant l’imperfection de leur œuvre, ont inscrit dans la Constitution des États-Unis, sous la dictée de Thomas Jefferson (qui fut président des États-Unis), le droit au peuple de se tenir constamment armé pour maintenir son indépendance et se protéger contre toute action tyrannique des gouvernants.

Juge Gary.

Si Spies et Parsons sont particulièrement éloquents, leurs autres camarades ne sont pas moins énergiques dans leur attitude devant leurs juges. Tout en niant leur participation à l’attentat, ils affirment leur adhésion à la pensée anarchiste et à l’action syndicale.

5.3. Le jugement

Après ces plaidoiries, les jurés sont indécis. Certains semblent même prêts à rendre verdict d’innocence (en Amérique, un verdict est rendu à l’unanimité). Mais pour le pouvoir, cette ignoble parodie de justice doit aboutir à un jugement de classe dans toute l’acception du terme. Un juré, hors du tribunal, avoue cyniquement : « On les pendra quand même. Ce sont des hommes trop dévoués, trop intelligents, trop dangereux pour nos privilèges. »

Le juge Gary veut, contre tout et malgré tout, prononcer des condamnations à mort. Il rentre dans la salle des délibérations et crie aux jurés que l’opinion publique demande la pendaison pour tous les accusés, et qu’elle ne permettra jamais un acquittement. Le jury se laisse convaincre. La sentence rendue le 20 août 1886 condamne sept des accusés à la pendaison et le dernier à quinze ans de prison.

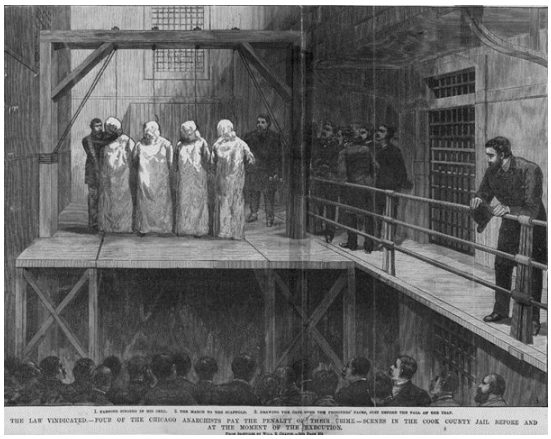
Peu après ces condamnations, lors du Congrès des Knights of Labor, des délégués proposent une motion en faveur de Parsons. Powderly, qui préside, intervient contre Parsons, et, sentant l'assemblée réticente à ses propos, déclare que si la motion est votée, il révélera des informations sur le condamné qu'il vaudrait mieux taire. Par ce coup d'audace, Powderly obtient que cette organisation ouvrière forte de près d'un million d'adhérents abandonne l'un de ses membres. Quant à Parsons, il refuse de se plier à toute demande de grâce ou de commutation de peine.

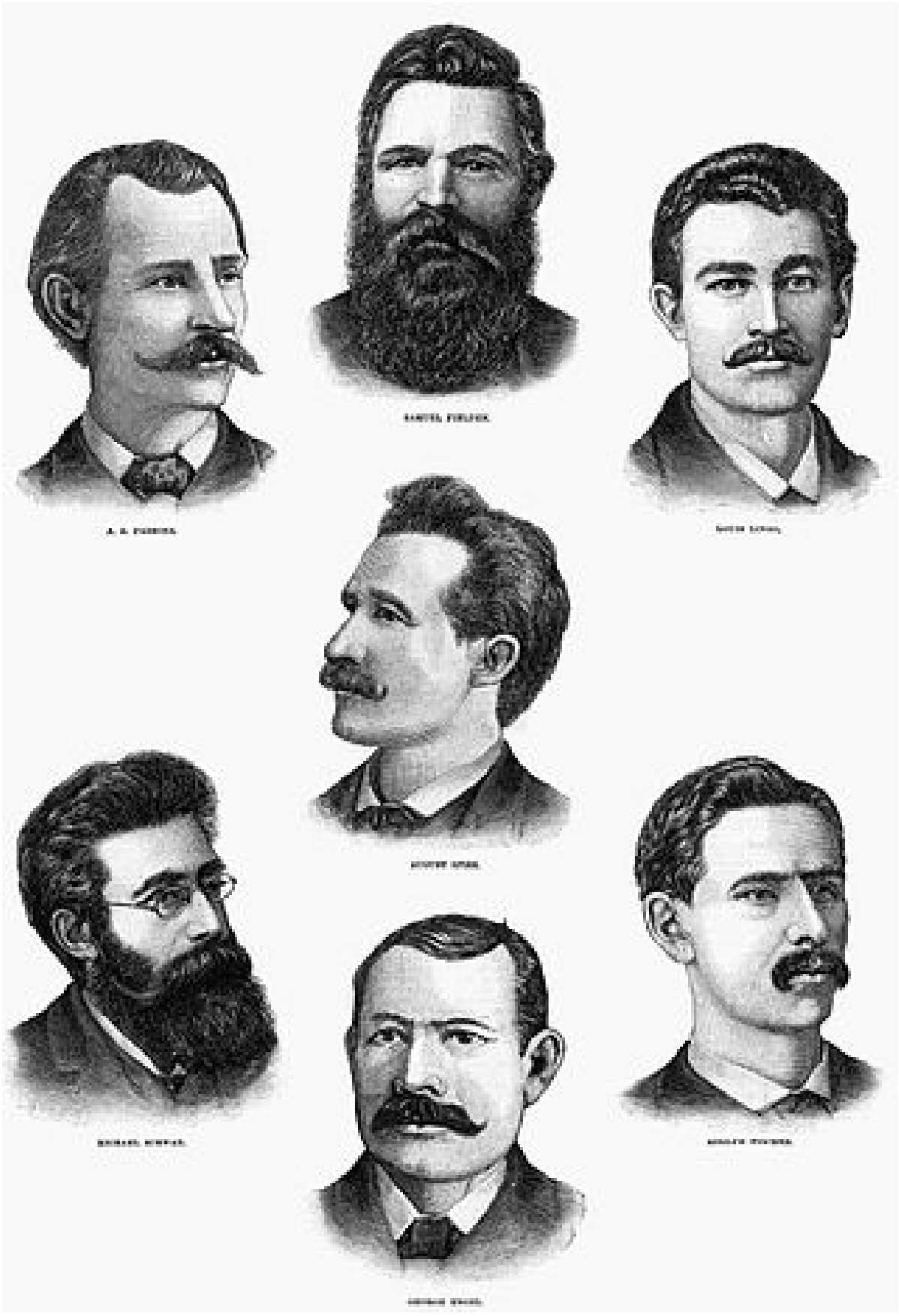
Dessin de l'intérieur de la cour.

5.4. Les sentences

Le 10 novembre 1886, le gouverneur Oglesby commue la peine de Fielden et celle de Schwab en une condamnation à vie. Louis Lingg, l'avant-veille, narguant ses bourreaux, et avec peut-être l'espoir de sauver ses camarades, se fait sauter la tête en fumant un cigare de Fulmigate. L'explosion lui arrache la moitié du visage et le laisse à l'agonie pendant six heures.

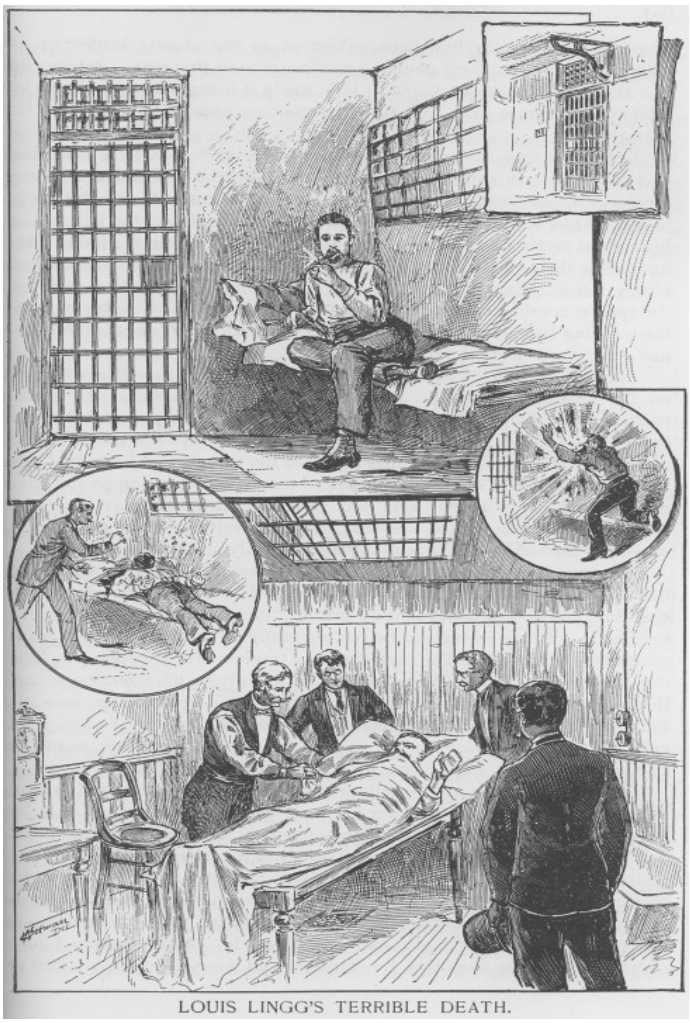
Le 11 novembre, Parsons, Spies, Fischer et Engel montent sur l'échafaud. 6 000 personnes suivent au cimetière les cercueils drapés de rouge. Deux mois après ce drame, plusieurs milliers de voix se portent sur le nom d'Albert Parsons aux élections à la présidence de la République. 60 000 personnes signent une pétition adressée au gouverneur de l'Illinois pour la révision du procès. En 1893, graciant Neebe et Schwab, le gouverneur Altgelt proclame non seulement l'innocence de l'ensemble des condamnés, mais stigmatise le juge Gary et la presse en déclarant que les brutalités policières envers les travailleurs étaient la cause de l'attentat. Il ajoute : « Le capitaine Bonfield est le vrai responsable de la mort des policiers. »


La pendaison de Parsons, Spies, Fischer et Engel.



Les martyrs de Chicago.

6. Une date dans l'histoire syndicale



La mort de Louis Lingg.

Après Haymarket, les révolutionnaires sont considérés comme une véritable menace pour la sécurité des États-Unis. En 1903, 1906 et 1907, le Congrès adopte des lois discriminatoires sur l'immigration interdisant aux anarchistes l'entrée aux États-Unis. L'ensemble du mouvement syndical subit le contrecoup de la répression quand environ un tiers des travailleurs qui avaient gagné la journée de huit heures la perdent dans les mois qui suivent.

L'American Federation of Labor, constituée en décembre 1886 au congrès de Colombus par la Fédération des Trade-Unions et des dissidents des Knights of Labor, blâme les divisions qui se sont fait jour parmi les travailleurs, mais note : « Jamais dans l'histoire de ce pays, il n'y a eu un soulèvement aussi général parmi les masses industrielles ... Le désir d'une diminution de la journée de travail a poussé des milliers de travailleurs à s'affilier aux organisations existantes alors que beaucoup étaient, jusqu'ici, restés indifférents à l'agitation syndicale. » L'AFL compte déjà 200 000 membres en 1887.

En 1910, l'AFL rassemble deux millions d'adhérents, soit 10% de la population active non agricole, organisés dans 120 unions de métiers. Dans les années 1930, des leaders syndicaux proposant une structuration en syndicalisme d'industrie sont exclus et fondent le Congress of Industrial Organizations (CIO). S'éloignant de la stricte neutralité politique, le CIO soutient le Parti démocrate et syndique des ouvriers de couleur.

En 1945, le CIO revendique 4,5 millions d'adhérents, contre 10 millions pour l'AFL. En 1955, les deux organisations se réunifient (AFL-CIO). En 1889, lors d'un congrès international à Paris, une motion

Convention de l'AFL-CIO de 1959.

Étiquette d'un produit créé par des personnes syndiquées avec l'AFL.

proposant « l'organisation d'une grande manifestation internationale en faveur de la réduction des heures de travail qui serait faite à une date fixe, la même pour tous » est adoptée, retenant la date qu'avaient choisi les travailleurs américains.

Le 1er mai prend alors dans le monde entier la signification d'une journée de lutte des travailleurs contre le capital. Une journée toujours célébrée.

Piquet de grève AFL-CIO chez General Electric en 1969.

Annexes

Portraits des anarchistes de Chicago

Louis Lingg.

Louis Lingg (1864-1886). Né en Allemagne de parents pauvres, Louis Lingg devient compagnon menuisier. Il pratique la Wanderschaft (au XIXe siècle, déplacements professionnels à la recherche d'embauche) dans le sud de l'Allemagne et en Suisse. À Berne, il rencontre des anarchistes, adeptes de la propagande par le fait, il n'a pas encore 20 ans. Les mesures prises par le Conseil fédéral suisse contre les anarchistes étrangers et le désir d'échapper au service militaire le décident à émigrer aux États-Unis.

Arrivé à Chicago en 1885, il y devient immédiatement propagandiste anarchiste. Présenté comme le concepteur de la bombe de Haymarket et condamné à la pendaison, il se suicide à l'explosif deux jours avant l'exécution.

George Engel.

Osborne, un gardien de prison qui a connu ses derniers instants, a déclaré : « Je souhaite à tous les jeunes gens de la ville d'être aussi purs dans leurs mœurs et de pensée que Louis Lingg le fut constamment, je l'ai connu en prison, et ne l'ai jamais entendu employer une grossièreté ou faire une allusion indélicate. »

George Engel (1836-1887). Né en Allemagne, orphelin à 8 ans d'un père maçon, puis à 11 ans d'une mère morte du choléra. Il est confié à une famille pauvre pour 25 marks de pension, ce qui l'oblige à mendier. À 14 ans, il commence un apprentissage en cordonnerie et, en 1856, pratique la Wanderschaft, qui le mène jusqu'à Rome. Revenu en Allemagne en 1864, il s'engage dans un « corps franc » pour combattre le Danemark, se fixe au retour, se marie, mais fait faillite et émigre en Angleterre, puis en Amérique. À Philadelphie, il attrape une maladie de la vue et doit se faire hospitaliser. En 1874, presque aveugle, il arrive à Chicago et prend une affaire de tabac. Il devient membre actif de la Lehr und Wehr et adhère au Parti ouvrier socialiste. Suivant l'influence de Johann Most, il s'oriente vers l'anarchisme.

Adolph Fischer.

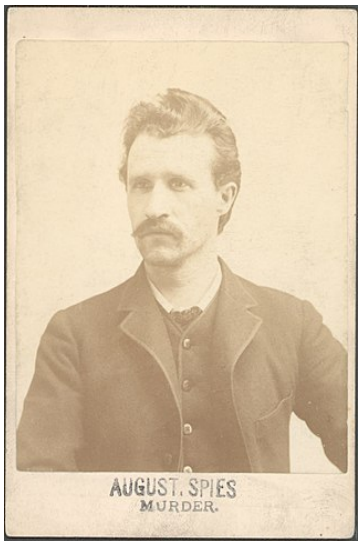
Adolph Fischer (1861-1886). Né en Allemagne, il émigre en Amérique à l'âge de 15 ans pour rejoindre son frère dans l'Arkansas. Devenu typographe, il travaille à \textit{La Voix du peuple de l'Est} de Saint-Louis et, en 1889, adhère à l'Union des typographes. En 1881, il se marie et déménage à Nashville (Tennessee), puis repart à Cincinnati où il adhère au Parti ouvrier socialiste. Interdit de travail pour ses activités syndicales et politiques, il débarque avec sa famille à Chicago pour devenir chef typo à l'*Arbeiter Zeitung*.

Albert R. Parsons (1848-1887). Né aux États-Unis (Alabama), Parsons est issu d'une des plus anciennes familles de la Nouvelle-Angleterre (1632) ayant combattu aux côtés de Washington au cours de la guerre d'indépendance. Orphelin de mère à 5 ans, il est confié à différents membres de sa famille. En 1859, il débute comme apprenti typographe. Pendant la guerre de Sécession, il s'engage dans une compagnie de volontaires confédérés. Son apparence très sympathique, son intelligence alerte et vive, son savoir et son éloquence lui font acquérir une grande estime parmi la bourgeoisie bien-pensante. Ses débuts en politique sont encourageants, il accède aux fonctions de secrétaire d'État d'un gouverneur qui le nomme colonel de la milice. En tant que tel, il protège les populations noires des exactions du Ku Klux Klan.

Albert R. Parsons.

En 1873, arrivant à Chicago, il adhère à l'Union des typographes et rejoint, en 1875, le Parti ouvrier socialiste, puis, l'année suivante, l'ordre des Chevaliers du travail. En juillet 1877, il est licencié du *Times* pour fait de grève. En 1879, il décline l'offre de candidature à la présidence des États-Unis du Parti socialiste ouvrier, qu'il quitte en 1880 pour rejoindre les socialistes révolutionnaires. Devenu rédacteur en chef de l'*Alarm*, Parsons, sans être jamais démenti, parle et écrit au nom des Knights of Labor. Pendu le 11 novembre 1886, il laisse deux enfants âgés de 8 et 6 ans.

August Spies (1855-1886). Né en Allemagne d'un père employé forestier. Élevé par les maîtres de la maison, il entre à Polytechnique afin de préparer sa profession forestière. À 16 ans, il est déjà géomètre et à 17, libre-penseur et passionné par les études et la lecture.



August Spies.

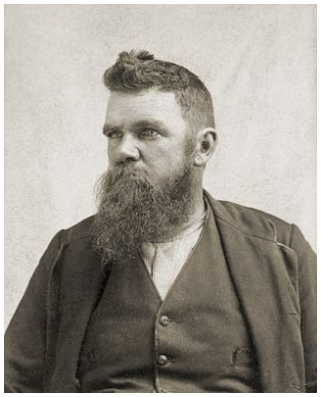
En 1872, devant interrompre ses études à la mort de son père, il émigre en Amérique, où vivent des parents, très aisés, de sa mère. À ce moment, encore fervent admirateur de Bismarck, il ignore encore tout du socialisme. Sur le conseil d'un oncle, il apprend le métier de tapissier, mais décide d'aller explorer l'Ouest. Comme il ne trouve sur place aucun emploi dans sa branche, il se lance dans le commerce et gère une librairie.

En 1877, il adhère au mouvement ouvrier, après avoir lu une partie de la littérature socialiste. Membre de la section de Chicago du Parti ouvrier socialiste, il est extrêmement actif durant la période électorale de 1878 et est désigné comme candidat de 1879 à 1881. En 1880, il accepte le poste d'administrateur de l'*Arbeiter Zeitung*, au bord de la faillite. Par son travail et ses capacités, il ramène le journal à la

prospérité. En 1882, au congrès socialiste de Pittsburg, il déclare que les travailleurs n'obtiendront jamais leurs droits par la voie des urnes. À ce moment, il se revendique anarchiste et étudie Proudhon et Bakounine. Le 1er mai 1886, Spies menait la marche des 80 000 ouvriers tout au long de Michigan Avenue, dans le cadre de la grève pour la revendication de la journée de huit heures.

Oscar Neebe.

Oscar Neebe (1850-1916). Fils d'émigrés allemands, né à New York, il retourne en Allemagne pour son éducation et ne revient aux États-Unis qu'en 1866, pour travailler comme ouvrier étameur. Il collabore aux journaux *Arbeiter Zeitung* et *Der Verbote* et devient membre de l'IWPA de Chicago. Il est, par ailleurs, le fondateur de la Beer Wagon Drivers Union qui deviendra plus tard la puissante Teamsters Union (syndicat des conducteurs). Bien qu'absent lors du tragique meeting de Haymarket Square, il est condamné à quinze années de réclusion, mais est réhabilité en 1893 lors de la révision du procès.



Samuel Fielden.

Samuel Fielden (1847-1922). Né en Angleterre, il arrive à New York en 1868. En 1871, il se fixe à Chicago où il effectue divers métiers, dont celui de camionneur, et milite au Chicago Teamsters Union en 1880. Libre-penseur et vice-président de la Chicago Liberal League, mais évoluant vers l'anarchisme, il devient en 1884 trésorier de l'IWPA et est apprécié comme orateur, utilisant des talents qu'il a développés lors de son passage à l'église méthodiste. Prenant part à la mobilisation autour du 1er mai 1886, il est, le 3 mai, l'un des orateurs, avec August Spies, du rassemblement des usines McCormick. Condamné à mort après Haymarket, il voit sa peine ramenée à de la prison à vie par le gouverneur Oglesby après sa demande de clémence. En 1893, il est amnistié par le gouverneur Altgeld.

Michael Schwab.

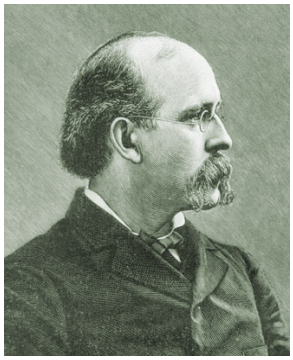
Michael Schwab (1853-1898). Né en Allemagne, il participe en 1872 à la création d'une union des relieurs et adhère au Parti social-démocrate. Arrivé à Chicago en 1879, il entame deux ans plus tard une collaboration à l'*Arbeiter Zeitung* et à *Der Verbote*. Membre de l'IWPA, Schwab est brièvement présent au meeting de Haymarket Square, mais le quitte pour intervenir à un autre rassemblement. Tout de même arrêté et condamné au bagne à perpétuité, il est innocenté par le gouverneur Altgeld en 1893. Il reprend son travail à l'*Arbeiter Zeitung*, mais le quitte en 1895 pour ouvrir un magasin de chaussures qui fera rapidement faillite. Ayant contracté la tuberculose pendant sa captivité, il meurt le 29 juin 1898.

Portraits de syndicalistes

Mother Jones.

Mother Jones (Mary Harris) (1837-1930). Fille d'un fermier irlandais, elle immigre aux États-Unis, où, devenue institutrice, elle épouse un métallo syndicaliste. En 1867, elle perd son mari et ses quatre enfants, victimes d'une épidémie de fièvre jaune, et tous ses biens lors du grand incendie de Chicago, en 1871. Elle rejoint les Chevaliers du travail puis l'United Mine Workers avant de participer à la fondation des IWW. Elle a aussi été aussi membre du Parti socialiste d'Amérique.

Soutenant des grèves d'un bout à l'autre du pays, elle se montre particulièrement efficace pour organiser des manifestations de femmes et d'enfants de travailleurs en lutte. En 1913, pendant une grève de mineurs, elle est accusée, avec d'autres syndicalistes, de tentative de meurtre. Son arrestation fait un tel scandale qu'elle est bientôt relâchée et que le Sénat des États-Unis ordonne une enquête sur les conditions de travail dans les mines de charbon. Elle est, à diverses reprises, poursuivie pour sédition. Elle est enterrée dans le cimetière du syndicat des mineurs, à Mount Olive, dans l'Illinois, près de ceux qui avaient été tués lors de l'émeute de Virden, en 1898.



Terrence Powderly.

Terence Vincent « Terry » Powderly (1849-1924). Né en Pennsylvanie de parents irlandais, il rejoint les Chevaliers en 1876, pour en devenir le « grand maître » de 1879 à 1893. Plus démocrate que socialiste, Powderly, qui n'aime pas les grèves, est davantage un habile orateur qu'un syndicaliste convaincu. Sa non-réélection (due au désaveu de sa politique) en 1893 l'amène à ouvrir un prospère cabinet d'avocats. Durant cette période, il est le maire démocrate de la ville de Scranton (trois mandats).

Samuel Gompers.

Samuel Gompers (1850-1924). Né en Angleterre de parents hollandais pauvres, il devient cordonnier à l'âge de 10 ans. En 1863, sa famille s'installe à New York. Il entre dans l'industrie du tabac et est naturalisé en 1872. En 1881, il entame une « carrière syndicale » qui le mène en 1886 à la présidence de la Fédération américaine du travail (AFL), poste qu'il conserve (trente-huit ans) jusqu'à sa mort.

Il est à l'origine d'une doctrine syndicale (le « gomperisme ») d'intégration au capitalisme. Dans cette pratique, qui s'oppose farouchement au syndicalisme révolutionnaire, les syndicats sont des agents économiques au même titre que les industries et les corporations. C'est grâce à la négociation et à l'expression d'un rapport de force, notamment par la grève ou le monopole de l'embauche, que les syndicats doivent pouvoir négocier de bonnes conditions pour leurs membres. Cette doctrine influence toujours l'AFL-CIO.

L'American Federation of Labour (AFL). En 1881, des syndicats créés par des ouvriers d'origine anglaise se réunissent pour fonder la Federation of Organized Trades and Labour Unions (FOTLU). Cette organisation, structurée par métiers, doit faire face à la concurrence des Knights of Labor, qui rassemblent alors beaucoup plus de membres. En 1886, l'agitation pour la journée de huit heures inverse les rapports de puissance entre les deux organisations, et la FOTLU se transforme en American Federation of Labour (AFL).

William Zebulon Foster (1881-1961). Adhérant du Parti socialiste américain, il est exclu en 1909 pour extrémisme. Syndicaliste aux IWW, il les quitte pour créer la Syndicalist League of North America (SLNA), qui disparaît en 1914. Il rejoint l'AFL et, ne s'opposant pas à l'entrée en guerre des États-Unis, échappe à la répression qui s'abat sur les Wobblies. Devenu secrétaire général du Parti communiste des États-Unis (1929-1932), il est candidat à l'élection présidentielle en 1924, 1928 et 1932.

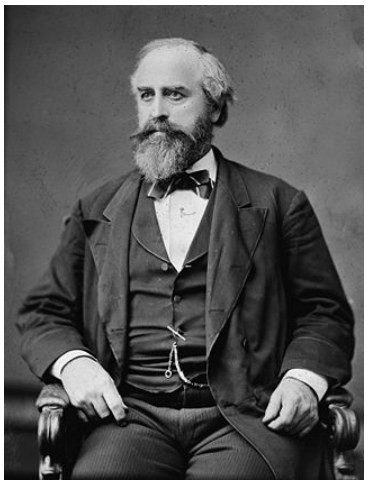
William Zebulon Foster.

Portraits de protagonistes

John A. Bonfield

L'inspecteur John A. Bonfield (1836-1898). Il débute à 22 ans comme mécanicien dans une compagnie de chemins de fer et devient une sorte de héros en écrasant le chef d'un gang de détrousseurs. Promu par le président Grant, il devient douanier jusqu'en 1875. Après avoir créé deux entreprises, qui le mènent à la faillite, il intègre la police de Chicago en 1878, où, pour pallier le déficit d'agents (266 policiers pour 500 000 habitants), il installe un système de « bornes d'alarme » relié au commissariat central. Le maire Carter Harrison le nomme inspecteur. En janvier 1886, à la tête d'une brigade de policiers, il attaque violemment un piquet de grève de conducteurs de tramways et déclare : « La matraque d'aujourd'hui annonce la balle de demain. » C'est d'ailleurs lui qui va diriger la fusillade devant l'usine McCormick et, le soir de Haymarket, truffer l'assistance d'indicateurs lui rendant compte, toutes les quinze minutes, des propos tenus au meeting, prêts à intervenir au moindre incident.

Après Haymarket, John Bonfield est acclamé par les conservateurs, mais devient la cible de la gauche et de tentatives d'assassinat, comme celle de John Hronek en 1888. Le journal *Tribune*, commentant la condamnation de ce dernier, dit au sujet des socialistes d'origine allemande : « La main de la loi resserre son étau sur la Bohême des lâches dynamiteurs. »



Carter Harrison, Sr.

En janvier 1889, le *Times* de Chicago révèle que Bonfield a volé les effets personnels de Louis Lingg pour les vendre. Le maire John Roche le suspend devant son refus de démissionner. Bonfield se sert de sa notoriété pour ouvrir une agence de détectives. En 1893, il est nommé à la tête du service de police privée de 400 agents pour le maintien de l'ordre à l'Exposition universelle de Jackson Park. Il est soupçonné d'entente avec les gangs de pickpockets qui sillonnaient la foire.

Carter Harrison, Sr. (1825-1893). Maire de Chicago de 1879 à 1887, il aime dire de sa ville qu'elle « lave chaque jour ses bras splendides aux eaux du lac Michigan, en ressortant chaque jour immaculée ». Il a été abattu de quatre coups de revolver. Cet événement concomitant de la réhabilitation des martyrs de Haymarket a fait attribuer l'attentat aux anarchistes.

En fait, l'auteur est Patrick Eugene Joseph Prendergast (1868-1894), un distributeur de journaux de Chicago, qui s'est fait connaître en

proposant une sécurisation du réseau ferroviaire de la ville. Ayant soutenu la campagne de la réélection de Harrison, Prendergast espère recevoir de l'élu un poste d'avocat-conseil. N'ayant pas reçu le poste, il l'assassine. Jugé responsable de ses actes, il est pendu.

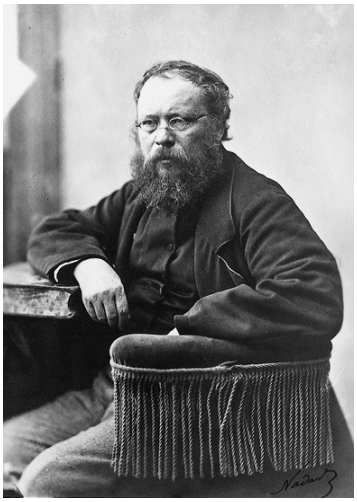
John Peter Altgeld.

John Peter Altgeld (1847-1902). Né en Allemagne, John Peter Altgeld immigre en Amérique avec son père qui devient fermier dans l'Ohio. Engagé à 16 ans dans l'armée de l'Union, il combat en Virginie où il contracte la peste. Après un bref passage au séminaire, il travaille à la construction de chemin de fer tout en étudiant pour devenir avocat. Un an après avoir été élu procureur du Missouri, il démissionne et fonde un cabinet d'avocats prospère à Chicago. Certaines opérations immobilières lui bâtissent une fortune aléatoire.

En 1893, élu gouverneur démocrate de l'Illinois, il nomme des femmes à des postes de responsabilités, réglemente le travail des enfants et la sécurité au travail, finance l'école publique et réhabilite les condamnés de Haymarket. En 1894, lors de la grève Pullman, il s'oppose au président Cleveland, qui veut envoyer des troupes fédérales pour arrêter la grève.

En 1896, Altgeld, menant une opposition de gauche au sein du Parti démocrate à une nouvelle investiture de Cleveland, est désigné par la presse comme « l'ambitieux et peu scrupuleux communiste de l'Illinois ». Theodore Roosevelt déclare qu'il est « complice de ceux qui voulaient assassiner les puissants », qu'il « tolère et encourage le plus infâme des meurtres » et veut « remplacer le gouvernement de George Washington et d'Abraham Lincoln par une malhonnêteté aussi fantastique et vicieuse que l'anarchiste Commune de Paris ». Malade depuis la guerre civile, il meurt ruiné mais accompagné de milliers de personnes qui lui rendent alors hommage.

Portraits d'anarchistes



Pierre-Joseph Proudhon.

Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865). Proudhon est le premier théoricien à se déclarer « anarchiste ». Né à Besançon d'un père garçon brasseur et d'une mère cuisinière, il devient typographe à 19 ans, tente de gérer une imprimerie et devient, en 1842, chef du service financier dans une entreprise de transport fluvial. Il quitte bientôt son emploi pour s'installer à Paris, y découvre les idées socialistes et devient franc-maçon. Sympathisant des insurgés, il désapprouve cependant les révolutions de février, mai et juin 1848. En 1849, il devient journaliste et tente de mettre en place une banque populaire (la Banque du peuple), mais est condamné à trois ans d'emprisonnement pour délit de presse. Élu à l'Assemblée

constituante, il doit en 1858 s'exiler en Belgique, après la publication d'un ouvrage qui déplaît à Napoléon III. Amnistié en 1860, il revient en France.

Mikhaïl Bakounine.

Mikhaïl Aleksandrovitch Bakounine (1814-1876). Issu de la petite noblesse russe, il intègre l'école d'artillerie de Saint-Pétersbourg, mais, à 18 ans, renonce à la carrière militaire pour s'inscrire à l'université contre l'avis d'un père qui lui coupe les vivres. En 1840, c'est en Allemagne que s'affirment ses tendances révolutionnaires. Il rencontre, en 1844 à Paris, Proudhon, Marx et Engels. Déchu de la citoyenneté russe et de ses titres de noblesse, il est condamné par contumace à la déportation en Sibérie. Il participe avec enthousiasme à la révolution de février 1848. À la Pentecôte, il est sur les barricades de Prague. À la suite de l'insurrection de Dresde, il est arrêté et extradé vers la Russie. Enfermé dans une forteresse de Saint-Pétersbourg, il y souffre de scorbut et perd toutes ses dents. En 1857, sa peine est commuée en déportation à perpétuité en Sibérie, et il s'enfuit pour aller à Londres.

Lors de l'insurrection polonaise de 1863, il débarque avec des volontaires sur la côte baltique russe pour y déclencher un mouvement sur le modèle de celui de Garibaldi. L'expédition échoue piteusement. En 1868, il se déclare enfin anarchiste et créé la Fraternité internationale, une société secrète dont la face publique est l'Alliance internationale de la démocratie socialiste, laquelle demande son adhésion en bloc à l'Association internationale des travailleurs.

Dès la déclaration de guerre de juillet 1870, il part pour Lyon fomenter une nouvelle insurrection qui, échouant à son tour, l'oblige à fuir vers l'Italie.

Johann Most (1846-1906). Encore écolier, Most fomente une révolte pour ne pas assister aux messes. Lors de son compagnonnage d'ouvrier relieur, il séjourne en 1867 dans le Jura suisse et prend contact avec la section de l'Association internationale des travailleurs. En mai 1869, alors social-démocrate, il subit son premier emprisonnement pour avoir pris la parole devant 10\,000 travailleurs viennois. Devenu journaliste en Allemagne, il mène une grève qui lui vaut une nouvelle arrestation et met à profit son incarcération pour rédiger une interprétation libre du *Capital* de Karl Marx, qui provoquera l'indignation de ce dernier et de ses disciples.

Johann Most.

Élu député du Reichstag (Parlement allemand), son mandat prend vite fin après avoir célébré en public l'anniversaire de la Commune de Paris. Exilé à Londres, il lance *Freiheit*, journal de la communauté allemande, qui critique l'aspect réformiste de la

social-démocratie. En 1881, Most, devenu anarchiste, harcelé par la police anglaise, décide d'émigrer aux États-Unis. En 1882, il reçoit, à New York, un accueil triomphal des travailleurs allemands, fait reparaître *Freiheit* et tente d'unifier les forces révolutionnaires, avec des militants tels que Albert Parsons ou August Spies, au sein de l'International Working People's Association. Après l'attentat de Haymarket, la presse désignera Johann Most comme « l'ennemi public n°1 ».

Lucy Parsons Eldine Gonzalez (1853-1942). Née au Texas de parents métis amérindiens et noirs, vraisemblablement esclave, elle épouse, en 1871, Albert Parsons, qu'elle suit à Chicago pour fuir les réactions d'intolérance à leur mariage interracial. Rédactrice à l'*Alarm*, elle est reconnue comme une oratrice persuasive sachant sensibiliser son auditoire sur ses thèmes de prédilection : la ségrégation raciale, économique et patriarcale.

Lucy Parsons.

Pendant l'instruction du procès de Haymarket, en butte au harcèlement policier, sans ressources avec ses deux enfants en bas âge, elle exécute des travaux de couture tout en multipliant la vente des brochures sur l'affaire. Elle refuse d'encourager son mari à demander la clémence du gouverneur. L'exécution de ce dernier et de ses camarades la rend plus que jamais déterminée dans la lutte.

La mort de sa fille, survenue deux ans après, et l'internement psychiatrique de son fils, de 1899 jusqu'à sa mort due à la tuberculose en 1919, ne semblent pas avoir atténué son implication militante. Même quand certaines rumeurs dans le milieu radical ont attribué la folie du fils à une éducation maternelle bâtie sur la succession impossible d'un père martyr.

En 1889, alors en ménage avec le jeune imprimeur anarchiste Martin Lacher, elle publie la biographie d'Albert R. Parsons. Elle vit continuellement sous la protection de deux molosses afin de garder la police à distance, car celle-ci la considère comme « plus dangereuse qu'un millier de manifestants ». Elle ne cesse, durant les trente années qui suivent Haymarket, d'être interpellée pour prise de parole publique ou distribution de la presse anarchiste. En 1891, la main courante (dénonciation sans poursuite judiciaire) déposée par Lucy Parsons contre Martin Lacher pour violence conjugale semble marquer la fin de leur relation.

En 1892, elle publie un journal anarcho-communiste, et, en 1894, harangue « l'armée de Coxey » (marche de chômeurs sur Washington). Sa position féministe de classe va violemment l'opposer à Emma Goldman, qu'elle accuse « d'anarcho-féminisme interclassiste ». Cette dernière réagira en l'accusant de faire du martyre de son mari un « fonds de commerce ». En 1905, elle soutient la création de l'Industrial Workers of the World (IWW). Quand elle participe avec William Z. Foster à l'éphémère Ligue syndicaliste de l'Amérique du Nord, elle reste en bons termes avec ses amis Wobblies et

Fiche anthroplogique de John Hronek.

continue à écrire pour leur presse. En 1915, elle réussit également à impliquer le syndicat AFL et le Parti socialiste américain dans une grande manifestation contre la pauvreté et le chômage.

Il demeure un doute sur son adhésion (peut-être en 1939) au Parti communiste américain. Jusqu'à la fin, Lucy Parsons reste une activiste. Elle conserve une influence importante sur d'innombrables militants radicaux et est visible sur le parcours des manifestations, où elle continue à vendre la biographie d'Albert R. Parsons. Sa mort, comme celle de son amant, dans l'incendie de sa maison est à l'image de sa vie. Malgré cette fin tragique, la police saisit sa bibliothèque de plus de 1 500 livres et tous ses papiers personnels. En 2004, la ville de Chicago a donné son nom à un parc public.

Nina Van Zandt.

Nina Van Zandt (1862-1936). Cette fille unique d'un puissant chimiste de Chicago, venue assister au procès d'August Spies, tombe amoureuse de ce dernier et l'épouse par procuration avant son exécution. Elle participe aux côtés de Lucy Parsons à la mobilisation contre l'exécution et publie l'autobiographie de Spies. En 1895, elle se

remarie avec un procureur, dont elle divorcera en 1902, reprenant le nom de Spies.

Des années plus tard, elle reste un personnage remarqué des réunions IWW à Chicago, ainsi qu'aux commémorations de Haymarket. Désargentée, elle accueille dans sa maison les sans-abri et les chiens et chats errants.

Emma Goldman.

Emma Goldman (1869-1940). Née en Lituanie où sa famille tenait une petite auberge, elle doit quitter l'école à 13 ans pour travailler dans une usine de Saint-Pétersbourg. À 15 ans, elle émigre aux États-Unis pour fuir un mariage arrangé. Devenue anarchiste après Haymarket, elle est emprisonnée en 1893 pour avoir publiquement encouragé des chômeurs à se révolter, soupçonnée en 1901 de complicité dans l'assassinat du président McKinley, et à nouveau emprisonnée en 1916 pour propagande contraceptive. En 1919, après avoir été à nouveau emprisonnée deux ans, elle est expulsée en Russie bolchevique. Entre 1936 et 1938, elle se rend plusieurs fois en Espagne pour soutenir la révolution. Elle émigre finalement au Canada en 1939.

Industrial Workers of the World ou IWW. Syndicat international fondé aux États-Unis en 1905, prônant l'unité des travailleurs au sein d'un seul grand syndicat (« One Big Union ») et visant à l'abolition du salariat. Ses adhérents sont appelés familièrement « Wobblies ». Tandis qu'elle est à son apogée en 1923, l'organisation, qui compte alors environ 100 000 membres actifs, décline de façon spectaculaire après la scission de 1924, résultat de conflits internes et de la répression gouvernementale. L'IWW existe toujours aujourd'hui, principalement dans les pays anglo-saxons.

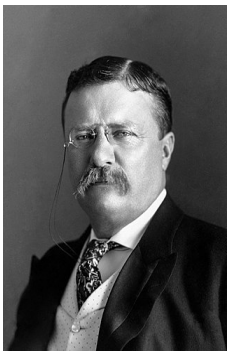
Portraits de présidents

Thomas Jefferson (1743-1826). Né dans une plantation de notables virginiens établis en Amérique depuis plusieurs générations, Thomas Jefferson hérite, à 14 ans, de l'immense propriété de son père. Dix ans plus tard, il exerce comme avocat, avant d'être élu à l'Assemblée de Virginie en 1769. Il publie, en 1774, son célèbre pamphlet *Aperçu sommaire des droits de l'Amérique britannique*, qui, annonçant l'indépendance des colonies, le range parmi les patriotes américains. En 1776, il participe à la Déclaration d'indépendance des États-Unis et, pendant la guerre d'indépendance, alors gouverneur de Virginie, on lui reproche d'avoir laissé les Anglais l'envahir deux fois.

Thomas Jefferson.

De 1785 à 1789, ambassadeur à Paris, il est témoin du début de la Révolution française. En 1790, il est secrétaire d'État du premier gouvernement de George Washington, vice-président de John Adams en 1796, emporte la présidence en 1801 et est réélu en 1804. Lors de son mandat, il achète à Napoléon la Louisiane française (un territoire de 1,5 million de km2) pour la somme de 60 millions de francs-or. Cette annexion double la surface des États-Unis. Elle stabilise la jeune république en donnant des terres

aux colons, préfigurant une phase accrue du massacre des populations autochtones.

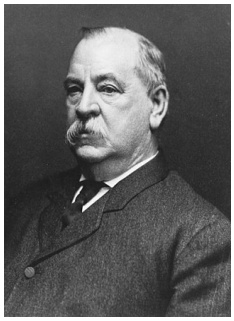


Theodore Roosevelt.

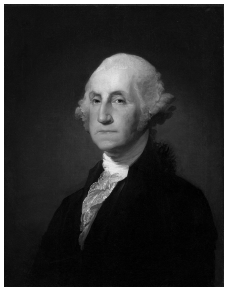
Cet homme d'État fut également philosophe, agronome, inventeur et architecte.

Theodore Roosevelt (1858-1919). Membre du Parti républicain, il est chef de la police de New York, adjoint du secrétaire à la Marine, engagé volontaire dans la guerre hispano-américaine et gouverneur de l'État de New York. Vice-président des États-Unis sous le mandat de William McKinley, il lui succède après l'assassinat de ce dernier par l'anarchiste Leon Czolgosz et fait voter une loi interdisant l'entrée du territoire aux anarchistes. Il est ensuite élu vingt-sixième et plus jeune président des États-Unis.

Stephen Grover Cleveland (1837-1908). Président démocrate élu à deux mandats non consécutifs (1885-1889 et 1893-1897). Ses positions politiques et fiscales font de lui une icône pour les conservateurs américains, mais son interventionnisme dans la grève Pullman de 1894 et son soutien de l'étalon-or lui aliènent les syndicalistes et les fermiers.

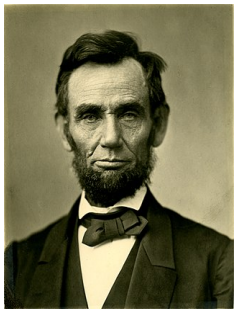


Grover Cleveland.



George Washington.

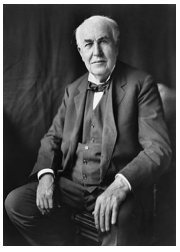
George Washington (1732-1799). Né en Amérique, dans la colonie britannique de Virginie, il est l'un des plus riches planteurs. Son engagement dans la révolution américaine le porte au poste de commandant des troupes américaines, qu'il organise et mène, avec l'aide des Français, à la victoire finale. Après le conflit, il participe à la rédaction de la Constitution et devient, en 1789, le premier président des États-Unis.



Abraham Lincoln.

Abraham Lincoln (1809-1865). Son élection, en 1860, comme seizième président des États-Unis, mais premier républicain de l'histoire du pays, entraîne la guerre de Sécession. Il meurt assassiné par d'anciens sudistes au début de son second mandat.

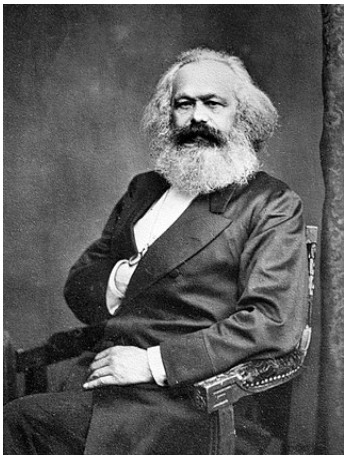
Portraits divers



Thomas Edison.

Thomas Alva Edison (1847-1931). Inventeur et industriel américain. Fondateur de General Electric (l'un des premiers empires industriels mondiaux), il est reconnu comme l'un des inventeurs les plus importants et les plus prolifiques (1 093 brevets déposés). Pionnier de l'électricité, diffuseur, vulgarisateur et perfectionneur de technologies d'avant-garde, il s'est également autoproclamé inventeur du téléphone, du cinéma et de l'enregistrement du son.

Karl Heinrich Marx (1818-1883). Né en Rhénanie-Palatinat, il étudie le droit (comme son père), l'histoire et la philosophie. En 1842, il est le rédacteur en chef de La Gazette rhénane que le gouvernement interdit rapidement. En 1843, il s'installe à Paris et se lie d'amitié avec Friedrich Engels. Le gouvernement prussien obtient qu'il soit chassé de France en 1845. En 1847, à Bruxelles, Marx et Engels rejoignent la Ligue des communistes, où ils prennent une place prépondérante et rédigent le manifeste de la Ligue, connu sous le nom de Manifeste du Parti communiste.



Karl Marx.

En février 1848, Marx revient à Paris, mais avec l'extension de la révolution à l'Allemagne, il repart à Cologne pour y prendre la direction de La Nouvelle Gazette rhénane. Après la victoire de la contre-révolution, Marx est poursuivi devant les tribunaux pour délit de presse. Son acquittement n'empêche pas le gouvernement de l'expulser, bien qu'il soit citoyen prussien. Il retourne alors à Paris, d'où il est de nouveau chassé après une manifestation en juin 1849, et s'exile à Londres où il résidera le restant de ses jours.

Mais qui a lancé la bombe ?

Le lanceur de bombe n'a jamais été identifié. Cependant, un certain nombre d'hypothèses désignent des anarchistes, alors même que les époux Parsons et Johann Most ont déclaré que l'auteur était sûrement un agent provocateur membre de la police ou de l'agence Pinkerton, ayant agi pour discréditer le mouvement syndical.

C'est sur cette photographie de Schnaubelt que les témoins l'identifièrent comme le lanceur de bombe.

L'hypothèse la plus connue implique Rudolph Schnaubelt (1863-1901), un machiniste arrivé aux États-Unis en 1884, beau-frère de Michael Schwab, qui a la réputation d'être un anarchiste virulent. Présent à Haymarket lorsque la bombe a explosé, il est inculpé mais peut fuir en Argentine avant d'être traduit en justice. Des deux témoins qui prétendent avoir vu Spies, Schwab et Fischer donner un bâton de dynamite allumé à Rudolph Schnaubelt et le jeter dans la foule, Harry L. Gilmer reconnaît avoir été soudoyé par le détective Bonfield.

Un dénommé Reinold « Big » Krueger, tué par la police le soir, est suspecté d'être le lanceur, de même que le cordonnier allemand Georges Schwab, arrivé à Chicago quelques jours avant et dénoncé par une lettre anonyme. Le charpentier anarchiste Thomas Owen, mortellement blessé dans un accident une semaine avant les exécutions, se dénonce, mais est soupçonné d'avoir voulu ainsi sauver les condamnés de la potence.

Franz Mayhoff, un anarchiste illégaliste new-yorkais, affirme, quant à lui, qu'un dénommé Klemana Schuetz est l'auteur de l'attentat, mais il s'avère que ce dernier poursuit une vengeance personnelle contre Schuetz, qui a témoigné contre lui lors d'une escroquerie à l'assurance.

Ada Maurer, enfin, petite-fille de Georges Meng, anarchiste allemand émigré en 1883 à Chicago et membre fondateur de l'IWPA, déclare que sa mère (la plus jeune fille de Meng) savait que son père, George Meng, avait lancé la bombe.

La Commune de Paris (18 mars au 28 mai 1871). Insurrection prolétarienne à Paris contre le gouvernement issu de la défaite de la guerre franco-allemande de 1870. La répression (Semaine sanglante) est à la hauteur de la peur ressentie par la bourgeoisie qui a fuit à Versailles. Dans plusieurs autres villes de France (Marseille, Lyon, Saint-Étienne, Narbonne, Toulouse, Le Creusot et Limoges), des communes ont été proclamées, mais toutes ont été rapidement réprimées.

Crédits photos :

© Library of Congress

© University of Minesota

© Easter Illinois University

© Chicago Historical Society

© University of Michigan

L'Association Internationale des Travailleurs. En 1864, un congrès ouvrier européen tenu à Londres décide de créer l'AIT (nommée « Iere Internationale »). Une adresse inaugurale rédigée par Karl Marx et des statuts provisoires sont proposés lors du premier congrès qui se tient à Genève en 1866. On y lit : « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » Le congrès de Lausanne, en 1867, voit s'opposer « mutuellistes » et « collectivistes ». Celui de Bruxelles, en 1868, marque la prédominance des idées syndicalistes et collectivistes.

L'AIT regroupe différentes tendances du socialisme, mais va progressivement se trouver divisée entre « marxistes » et « bakouninistes ». Au congrès de Bâle, en 1869, les « bakouninistes » sont largement majoritaires. La guerre de 1870 et la Commune retardent le dénouement de cette opposition. La scission aura lieu en 1872 au congrès de La Haye, qui exclut Bakounine. Des militants et des fédérations se solidarisent et quittent l'AIT. Après l'affaiblissement dû à la répression de la Commune, cette scission fut fatale à l'Internationale.

La CLAC à remis cette brochure en forme
sur des formats de papiers disponible
localement, mais n'a pas eu le temps de corriger
le contenu en tant que tel. La brochure est
distribuée pour permettre d'informer sur les
aspects factuels du 1er mai, ce qui manque
beaucoup dans notre milieu actuel,
mais nécessiterait un effort important afin
d'intégrer des aspects féministes et
anticoloniaux qui éclaireraient
grandement son contenu.

« Le jour viendra où notre silence sera plus fort que les voix qui nous étranglent aujourd'hui. »

- August Spies (11 novembre 1886).

Mais d'où vient donc cette manie syndicale d'organiser des manifestations sur tous les continents chaque 1er Mai ? Le beau temps, le muguet, l'envie de se dégourdir les jambes ? Rien de tout cela, même si ça peut aider ... En réalité, cette date est un symbole pour les organisations syndicales, celui de la commémoration de la lutte des travailleurs américains pour la journée de huit heures à la fin du XIXe siècle. Car le 1er mai 1886, ils menèrent une grève générale dans tout le pays pour arracher cet acquis social, au prix d'une répression féroce et de la mort ou la condamnation de certains de leurs meneurs dans la ville de Chicago. Le 1er Mai syndical, jour de lutte des travailleurs contre le capital, était né …

Le Syndicat interprofessionnel de la presse et des médias (SIPM) et le Syndicat unifié du bâtiment (SUB) de la CNT région parisienne ont décidé de mettre en place une collection de brochures de formation syndicale, portant sur des sujets historiques, de droit social, de fonctionnement de la CNT, etc. Originellement à prix libre pour faciliter la diffusion large et mettre les savoirs des uns au service de tous, parce que la construction d'un syndicalisme autogestionnaire, révolutionnaire et d'émancipation sociale ne passera que par là : instruire pour révolter, éduquer pour émanciper. La brochure originale a été reconstruite par la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC-"Montréal") pour une re-diffusion au Québec.

Si vous avez des remarques, des idées de texte ou envie de commander des brochures, n'hésitez pas à nous contacter.

Pour contacter la CNT
cnt@cnt-f.org
www.cnt-f.org

Pour contacter la CLAC-"Montréal"
info@clac-montreal.net
www.clac-montreal.net

Un gros merci au Collectif d'éducation et de diffusion anarcho-syndicaliste / Anarcho-syndicalist collective for education and diffusion (CEDAS-ASCED) pour avoir trouvé la brochure originale !

On peut voir leur travail au https://cedasasced.wordpress.com/